

Septième annuité	3 600	Zevende jaartaks
Huitième annuité	4 400	Achtste jaartaks
Neuvième annuité	5 200	Negende jaartaks
Dixième annuité	6 000	Tiende jaartaks
Onzième annuité	6 800	Elfde jaartaks
Douzième annuité	7 600	Twaalfde jaartaks
Treizième annuité	8 800	Dertiende jaartaks
Quatorzième annuité	10 000	Veertiende jaartaks
Quinzième annuité	11 400	Vijftiende jaartaks
Seizième annuité	12 800	Zestiende jaartaks
Dix-septième annuité	14 200	Zeventiende jaartaks
Dix-huitième annuité	15 800	Achttiende jaartaks
Dix-neuvième annuité	17 400	Negentiende jaartaks
Vingtième annuité	19 000	Twintigste jaartaks
— Surtaxe de retard de la troisième à la dixième annuité	2 500	— Toeslag bij te late betaling van de derde tot de tiende jaartaks
— Surtaxe de retard de la onzième à la vingtième annuité	7 500	— Toeslag bij te late betaling van de elfde tot de twintigste jaartaks
— Maintien en vigueur d'une demande de certificat ou d'un certificat		— Instandhouding van een certificaat of aanvraag
Première annuité	20 600	Eerste jaartaks
Deuxième annuité	22 200	Tweede jaartaks
Troisième annuité	23 800	Derde jaartaks
Quatrième annuité	25 400	Vierde jaartaks
Cinquième annuité	27 000	Vijfde jaartaks
— Surtaxe de retard de la première à la cinquième annuité	7 500	— Toeslag bij te late betaling van de eerste tot de vijfde jaartaks

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
M. WATHELET

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de taksen en bijkomende taksen verschuldigd inzake uitvindingsoctrooien.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
M. WATHELET

#### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 95 — 474

[C — 9103]

Arrêté royal n° 7 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature a pour objet de déterminer le cadre dans lequel certains traitements de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont autorisés.

L'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 dispose, en effet, que « le traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartenances syndicales ou mutualistes n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi ».

Certains traitements portant sur de telles données - généralement qualifiées de « sensibles » — sont parfaitement légitimes et, même, indispensables à la société.

Aussi apparaît-il nécessaire de déterminer, à côté des traitements de données sensibles dont les fins sont expressément énoncées par des lois, un cadre général dans lequel d'autres traitements de données sensibles sont également autorisés.

#### MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 474

[C — 9103]

Koninklijk besluit nr. 7 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, strekt ertoe het kader te bepalen waarin sommige verwerkingen van gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn toegestaan.

Artikel 6 van de wet van 8 december 1992 bepaalt immers het volgende : « De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds is slechts voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden toegestaan ».

Bepaalde verwerkingen betreffende dergelijke gegevens, die in het algemeen als « gevoelig » worden omschreven, zijn volkomen wettelijk, zelfs onontbeerlijk voor de maatschappij.

Naast de verwerking van gevoelige gegevens waarvan de doeleinden uitdrukkelijk bij wet zijn omschreven, lijkt het derhalve noodzakelijk een algemeen kader vast te stellen waarin andere verwerkingen van gevoelige gegevens eveneens zijn toegestaan.

Le projet d'arrêté royal soumis à Votre signature a été élaboré principalement sur la base de suggestions et de demandes formulées par des maîtres de fichier et de l'avis n° 07/93 émis le 6 août 1993 par la Commission de la protection de la vie privée. Il est, en partie, inspiré par des dispositions du droit hollandais (l'arrêté du 19 février 1993 « houdende regels inzake het opnemen in een persoonsregistratie van persoonsgegevens als bedoeld in artikel 7, eerste lid, van de Wet persoonsregistraties », publié au n° 158 du *Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden* de la même année) et du droit français.

Sa structure comporte deux groupes de dispositions destinées à autoriser des traitements de données visées à l'article 6 de la loi. Le premier groupe comprend des dispositions que l'on pourrait qualifier de générales tandis que le second tend à autoriser spécialement des catégories précises de traitements.

Des divergences d'interprétation sont apparues en ce qui concerne l'interprétation qui doit être attribuée au fondement juridique des dispositions formant le premier groupe.

Ce fondement juridique est constitué par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992, qui dispose que « le traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartenances syndicales ou mutualistes n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi ».

Le Conseil d'Etat estime que « l'article 2 — à présent, les articles 2 et 3 — du projet se borne à fixer des objectifs tout à fait généraux et omet de préciser les fins déterminées au sens de l'article 6 précité ainsi que les lois particulières dont ces finalités résultent ». Il critique, en particulier, le renvoi aux normes du droit positif, interne et international, qui est opéré à l'article 2, 1° et 2°, et à l'article 3 de l'arrêté en projet.

Il ajoute que « cette façon de procéder aboutit à éluder la formalité préalable de consultation de (la Commission de la protection de la vie privée) ».

Il faut en déduire que le Conseil d'Etat interprète l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992 de telle manière que celui-ci imposerait que la finalité précise poursuivie par chaque traitement de données sensibles soit citée dans l'arrêté d'autorisation du traitement. Toutes les finalités susceptibles d'être poursuivies par tous les traitements de données sensibles devraient donc être énumérées dans des arrêtés royaux.

Or, comme je l'ai mentionné plus haut, le système d'autorisation de traitements de données sensibles par une description du cadre dans lequel doivent s'inscrire leurs finalités qui figure aux articles 2 à 6 de l'arrêté en projet m'a été proposé par la Commission de la protection de la vie privée elle-même, dans son avis n° 07/93. Ladite Commission a, en outre, approuvé, par son avis n° 11/93, la manière dont ce système a été transposé dans l'arrêté en projet.

On doit, par conséquent, conclure que la Commission de la protection de la vie privée retire des termes de l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992 une interprétation radicalement différente de celle qui ressort de l'avis du Conseil d'Etat.

Face à deux interprétations aussi opposées de l'article 6, alinéa 1er, de la loi, le législateur a été amené à préciser sa volonté.

Celle-ci rejoint l'interprétation de la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 148 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses interprète, en effet, les mots « fins déterminées en vertu de la loi » figurant à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 comme « constituant une habilitation donnée au Roi pour déterminer les objectifs en vue desquels et les circonstances dans lesquelles les données à caractère personnel peuvent être traitées, conformément aux autres dispositions de la loi du 8 décembre 1992 ».

Il ressort très clairement des travaux préparatoires de cette disposition légale interprétative qu'elle vise à confirmer la parfaite légalité de l'arrêté royal en projet par rapport à l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992 (voy. notamment D.P. Sénat, 1218-1 (1994-1995), pp. 57 à 61, et 1218-6 (1994-1995), pp. (21) 22 à 26).

Il ne faut, par ailleurs, pas perdre de vue que les traitements automatisés de données à caractère personnel devront, en vertu de l'article 17, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992, être déclarés à cette Commission avant leur mise en oeuvre. Parmi les mentions que doit légalement contenir la déclaration d'un traitement figurent celles

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, is hoofdzakelijk uitgewerkt op grond van voorstellen en verzoeken van de houders van bestanden, alsmede op grond van het door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 6 augustus 1993 uitgebrachte advies nr. 07/93. De bepalingen van het Nederlandse recht (het besluit d.d. 19 februari 1993 houdende regels inzake het opnemen in een persoonsregistratie van persoonsgegevens als bedoeld in artikel 7, eerste lid, van de Wet persoonsregistraties, bekendgemaakt in nr. 158 van het *Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden* van hetzelfde jaar) en het Franse recht hebben gedeeltelijk als model gediend voor het ontwerp.

Het ontwerp is samengesteld uit twee groepen bepalingen die ertoe strekken de verwerkingen van gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 toe te staan. De eerste groep bevat bepalingen die als algemeen kunnen worden omschreven, terwijl de tweede groep bepalingen bevat die specifiek erop zijn gericht nauwkeurig omschreven categorieën van verwerkingen toe te staan.

De interpretatie die aan de juridische grondslag van de eerste groep bepalingen moet worden gegeven, is op verschillende wijzen opgevat.

De juridische grondslag wordt gevormd door artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992, waarin het volgende is bepaald: « de verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds is slechts door de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden toegestaan ».

De Raad van State is van oordeel dat artikel 2, de huidige artikelen 2 en 3 van het ontwerp, zich ertoe beperkt zeer algemene doeleinden vast te leggen en verzuimt de doeleinden, bepaald in de zin van het voormelde artikel 6, alsmede de bijzondere wetten waaruit die oogmerken volgen, nader te omschrijven. De Raad oefent in het bijzonder kritiek uit op de wijze waarop in artikel 2, 1°, en 2°, en 3° van het ontwerp-besluit naar de normen van het intern en internationaal positief recht wordt verwezen.

De Raad van State voegt daaraan toe dat op die manier de raadpleging van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer als voorafgaand vormvereiste, wordt omzeild.

Volgens de interpretatie van de Raad van State legt artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 de verplichting op dat de precieze doelstelling die door elke verwerking van gevoelige gegevens wordt nagestreefd, in het besluit tot machtiging voor de verwerking wordt vermeld. Derhalve zouden de doelstellingen die door verwerkingen van gevoelige gegevens kunnen worden nagestreefd, in koninklijke besluiten moeten worden opgesomd.

Zoals ik hierboven evenwel reeds heb gesteld, heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer mij in advies nr. 07/93 de regeling voorgesteld betreffende het verlenen van machtigingen tot verwerking van gevoelige gegevens op grond van de omschrijving van de doelstellingen ervan, zoals die zijn bepaald in de artikelen 2 tot 6 van het ontwerp-besluit. De Commissie heeft overigens in advies nr. 11/93 ingestemd met de wijze waarop die regeling in het ontwerp-besluit is uitgewerkt.

Uit wat voorafgaat, blijkt dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer het bepaalde in artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992, op een volkomen andere wijze interpreteert dan de Raad van State.

Geconfronteerd met twee zeer uiteenlopende interpretaties van artikel 6, eerste lid, van de wet, is de wetgever verplicht geweest zijn bedoeling nader te omschrijven.

De wetgever heeft geopteerd voor de interpretatie van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 148 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen stelt dat de woorden « vastgestelde doeleinden ingevolge de wet » van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 moeten worden geïnterpreteerd als « de machtiging die aan de Koning wordt gegeven om de doeleinden en de omstandigheden vast te stellen binnen welke de persoonsgegevens mogen worden verwerkt, overeenkomstig de andere bepalingen van de wet van 8 december 1992 ».

Uit de voorbereidende werkzaamheden betreffende deze interpretatieve wetsbepaling blijkt duidelijk dat deze bepaling ertoe strekt de volledige wettelijkheid van het ontwerp van koninklijk besluit ten opzichte van artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 te bekrachtigen (zie inzonderheid Gedr. St., Senaat, 1218-1 (1994-1995), biz. 57 tot 61, en 1218-6 (1994-1995), biz. (21), 22 tot 26).

Er mag overigens niet uit het oog worden verloren dat overeenkomstig artikel 17, § 1, van de wet van 8 december 1992, bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer aangifte moet worden gedaan van geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens vooraleer zij worden aangevat. Krachtens de

relatives à la description des données sensibles éventuellement traitées (article 17, § 3, 6°) et aux finalités du traitement (article 17, § 3, 5°). La Commission sera donc en mesure, grâce aux logiciels qu'elle a d'ores et déjà développés, de dresser la liste de tous les traitements automatisés de données sensibles et de leurs finalités déclarées.

La Commission de la protection de la vie privée pourra ainsi contrôler si la finalité de ces traitements se révèle conforme au cadre défini dans l'arrêté en projet.

Enfin, je me rallie à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée selon lequel l'arrêté issu du projet soumis à Votre signature devra faire l'objet, dans un délai de deux ans environ, d'une réévaluation fondée sur l'expérience qui aura été acquise et sur les observations qui auront pu être recueillies grâce au registre des déclarations de traitements tenu par cette Commission.

L'article premier du projet d'arrêté énonce qu'un traitement de données dites sensibles est autorisé s'il répond aux fins, aux finalités, aux critères ou aux conditions mentionnés à l'un des articles 2 à 6 du même arrêté. Cette disposition ne porte évidemment pas préjudice à l'autorisation que trouveraient d'autres traitements de données sensibles dans certaines dispositions légales, comme le mentionne l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992.

Il implique que, pour apprécier si un traitement est autorisé dans le cadre de l'arrêté en projet, il convient d'abord d'examiner s'il est autorisé par l'une des dispositions générales des articles 2 à 5 de cet arrêté. Si tel n'est pas le cas, il faut ensuite vérifier s'il ne peut être « repêché » grâce à l'une des autorisations spéciales énumérées à l'article 6.

Les articles 2 à 5 (chapitre II) contiennent les dispositions générales tendant à autoriser le traitement de données sensibles. Ces dispositions sont applicables quelles que soient la ou les catégories de données sensibles traitées.

L'article 2 énumère quatre objectifs. Il suffit que la finalité d'un traitement s'inscrive dans le cadre de l'un de ces objectifs pour que le traitement en cause soit autorisé.

Trois des objectifs sont inspirés par l'avis 07/93 de la Commission de la protection de la vie privée (§ 12). De plus amples explications à leur propos figurent dans cet avis.

L'objectif mentionné à l'article 2, 1°, s'écarte toutefois assez sensiblement du texte proposé par la Commission. La Commission entendait, en effet, opérer de subtiles distinctions entre les finalités établies en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance en fonction de la date — avant ou après l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 — de l'arrêté établissant la finalité et en fonction de la nature fédérale, régionale ou communautaire de celui-ci (avis n° 07/93, § 13). Non seulement ce système paraissait très compliqué, mais il établissait une discrimination arbitraire entre la valeur des normes fédérales, régionales et communautaires. En outre, il aurait évalué définitivement la poursuite de traitements violant l'interdiction de principe établie par la loi du 8 décembre 1992, pourvu qu'ils trouvent leurs sources dans un arrêté antérieur à l'entrée en vigueur de l'article 6 de cette loi.

C'est pourquoi seule la première partie de la phrase proposée par la Commission a été retenue lors de l'élaboration de l'arrêté en projet. J'estime, en effet, contrairement à ce que mentionne la Commission (ibid.), que cette disposition ajoute de nouvelles finalités à celles autorisées par les termes stricts — « fins déterminées par... la loi » — de l'article 6, alinéa 1er, de la loi : d'une part, elle vise, outre la loi, le décret et l'ordonnance et, d'autre part, elle porte sur les traitements nécessaires pour accomplir une obligation, même si ni le traitement, ni ses fins ne sont expressément mentionnés dans la norme juridique en cause.

Un objectif supplémentaire, qui n'est mentionné ni par la Commission de la protection de la vie privée ni dans l'arrêté hollandais susmentionné, a, quant à lui, été ajouté à l'article 2, 2°, du projet d'arrêté royal : l'exécution d'une obligation résultant d'une loi d'un Etat partie à la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel qui assure aux données sensibles une protection équivalente à celle de la loi belge.

wet moet de aangifte van een verwerking de omschrijving van de gevoelige gegevens die eventueel worden verwerkt (artikel 17, § 3, 6°), alsmede de doelstellingen ervan (artikel 17, § 3, 5°) worden vermeld. Op grond van de software die de Commissie reeds heeft ontwikkeld, kan zij de lijst opmaken van de geautomatiseerde verwerkingen van gevoelige gegevens en van de doelstellingen die in dat verband zijn aangegeven.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan aldus controleren of de doelstelling van de verwerking overeenstemt met het kader omschreven in het ontwerp-besluit.

Tenslotte sluit ik mij aan bij het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wanneer zij stelt dat het besluit waaraan het U ter ondertekening voorgelegde ontwerp ten grondslag ligt, opnieuw moet worden geëvalueerd binnen een termijn van ongeveer twee jaar, en wel aan de hand van de opgedane ervaring, alsmede van de opmerkingen ontvangen dankzij het register van aangiften van verwerkingen, dat door deze laatste Commissie wordt gehouden.

Artikel 1 van het ontwerp van besluit stelt dat de verwerking van zogenaamde gevoelige gegevens is toegestaan wanneer zij beantwoordt aan de doeleinden, de criteria of de voorwaarden omschreven in de artikelen 2 tot 6 van dit besluit. Deze bepaling doet uiteraard geen afbreuk aan de toestemming die aan andere verwerkingen van gevoelige gegevens wordt verleend op grond van sommige wetsvoorschriften, zoals overigens is bepaald in artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992.

In verband met de beoordeling of een verwerking in het kader van het besluit in ontwerp is toegestaan, heeft zulks tot gevolg dat eerst moet worden nagegaan of een van de algemene bepalingen van de artikelen 2 tot 5 van dit besluit de verwerking toestaat. Indien dit niet het geval is, moet worden nagegaan of de verwerking niet kan worden toegestaan op grond van een van de specifieke machtigingen omschreven in artikel 6.

De artikelen 2 tot 5 (hoofdstuk II) bevatten algemene bepalingen die ertoe strekken de verwerking van gevoelige gegevens toe te staan. Deze bepalingen moeten worden toegepast ongeacht de categorie van verwerkte gevoelige gegevens.

Artikel 2 legt ter zake vier doeleinden vast. Om een verwerking toe te staan volstaat het dat de doelstelling ervan past in het kader van een van die doeleinden.

Het advies nr. 07/93 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (§ 12) heeft voor drie van die doeleinden als model gediend. In het advies worden zij uitvoeriger uiteengezet.

De in artikel 2, 1°, bedoelde doelstelling wijkt evenwel aanzienlijk af van de door de Commissie voorgestelde tekst. De Commissie was immers voornemens een subtiel onderscheid te maken tussen de doeleinden die krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie zijn vastgesteld op grond van de datum van het besluit tot bepaling van de doelstelling, te weten vóór of na de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 8 december 1992, en op grond van het federaal, gewestelijk of communautair karakter van dat besluit (advies nr. 07/93, § 13). Een dergelijke regeling leek niet alleen zeer ingewikkeld, zij voerde tevens op willekeurige wijze een discriminatie in tussen de waarde van de federale, de gewestelijke en de communautaire normen. Bovendien zouden verwerkingen die een schending inhouden van het principiële verbod bepaald bij de wet van 8 december 1992 hierdoor definitief worden goedgekeurd wanneer die verwerkingen zijn toegestaan krachtens een besluit uitvaardigd vóór de inwerkingtreding van artikel 6 van voornoemde wet.

Om die reden is bij de uitwerking van het besluit in ontwerp alleen het eerste gedeelte van de door de Commissie voorgestelde zin in aanmerking genomen. In tegenstelling tot de Commissie (advies nr. 07/93) ben ik van oordeel dat deze bepaling nieuwe doelstellingen toevoegt aan die welke door de strikte bewoordingen van artikel 6, eerste lid, van de wet zijn toegestaan, te weten « de voor de door ... de wet vastgestelde doeleinden ». Deze bepaling heeft enerzijds betrekking op wetten, decreten en ordonnanties en betreft anderzijds de verwerkingen die noodzakelijk zijn voor de nakoming van een verplichting, zelfs indien noch de verwerking, noch de doeleinden ervan uitdrukkelijk zijn vermeld in de betrokken juridische norm.

Een bijkomende doelstelling, waarvan noch de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, noch bovenvermeld Nederlands besluit gewag maken, is evenwel toegevoegd aan artikel 2, 2°, van het ontwerp van koninklijk besluit, te weten de nakoming van een verplichting die voortvloeit uit een wet van een Staat die partij is bij het Verdrag nr. 108 van 28 januari 1981 tot bescherming van de personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, voor zover die Staat aan de gevoelige gegevens een bescherming biedt welke met die van de Belgische wet gelijkwaardig is.

Cet objectif s'inscrit parfaitement dans le cadre de la réalisation du marché unique de la Communauté européenne. Il tend à considérer que, pour autant que le droit d'un Etat assure une protection des données sensibles équivalente à celle offerte par la loi belge, les obligations légales imposées dans cet Etat sont reconnues en Belgique au même titre que les obligations imposées par le droit belge.

La Commission de la protection de la vie privée a, par lettre du 15 mars 1993, répondu ce qui suit à ma demande sur ce sujet : « In geval van verwerkingen van gegevens met een internationaal aspect, zal één en ander geschieden in het licht van de geldende Europese of internationale reglementering, die het beperken van het vrij verkeer van gegevens verbiedt tussen landen die een gelijkwaardig niveau van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer waarborgen ».

L'implantation, en Belgique, de nombreuses entreprises à vocation multinationale et de filiales de groupes multinationaux, dont certaines sont chargées, du fait de la mise en oeuvre d'une nouvelle division internationale du travail, d'accomplir des tâches particulières, telles que la gestion du personnel, pour l'ensemble du groupe, ainsi que le large champ d'application ratione loci de la loi du 8 décembre 1992 rendent cette autorisation hautement souhaitable.

Ainsi des données révélant les convictions religieuses des personnes concernées pourront-elles, par exemple, être traitées par un employeur en Belgique pour respecter les obligations relatives au « Kirchensteuer » — impôt au profit des églises — allemand.

La notion de « protection équivalente » des données doit être interprétée à la lumière de la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe et, en particulier, de son article 12, § 3, a.

Il ne me paraît guère opportun de répondre à la demande formulée par la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 11/93 (§ 5) de rassembler l'article 2, 3° et 4°, en une seule phrase car ils peuvent, dans certaines circonstances, correspondre à des objectifs distincts; que l'on songe seulement à la communication à la personne concernée des données traitées à son sujet : il s'agit d'une prestation accomplie en la faveur et à la demande de cette personne sans qu'aucune décision ne doive être prise puisque cette communication est imposée par la loi. Un autre exemple en ce sens est fourni dans le commentaire de l'article 5, § 4, du projet. A l'inverse, si une décision défavorable est rendue suite à la demande de la personne concernée, aucune prestation ne sera accomplie en sa faveur.

Il faut, par ailleurs, rappeler que, dans les cas visés à l'article 2, 3° et 4°, la personne concernée aura, le plus souvent, été pleinement informée au sujet du traitement de ses données conformément à l'article 4 ou à l'article 9 de la loi du 8 décembre 1992.

L'article 3 porte sur un objectif semblable à celui visé à l'article 2, 1°, du projet d'arrêté, mais il est défini, cette fois, par rapport aux obligations du droit international public. Dans le but de prévenir d'éventuels abus dans l'interprétation des termes employés à l'article 3, les traitements concernés par cette disposition doivent être autorisés par arrêté délibéré en Conseil des Ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 4 du projet d'arrêté royal porte sur un objectif inspiré par l'arrêté hollandais « gevoelige gegevens » : la satisfaction d'un intérêt légitime de la personne concernée.

La Commission a écarté cet objectif en estimant qu'il était surtout intéressant pour le traitement des données médicales, qui ne sont pas visées par l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 (avis 07/93, § 12).

Toutefois, la Commission attribue à la notion de données sensibles visées à l'article 6 une portée nettement plus restrictive que celle en fonction de laquelle est conçu le présent projet d'arrêté royal. Or l'autorisation de traitement de données sensibles en vue de la satisfaction d'un intérêt légitime de la personne concernée me paraît nécessaire en ce qui concerne certaines de ces données que la Commission ne considère pas comme sensibles mais qui me semblent néanmoins devoir être considérées comme telles.

La distinction opérée par la Commission de la protection de la vie privée entre les données directement sensibles et les données indirectement sensibles n'a pas été retenue car elle est apparue trop artificielle et elle semble, en outre, contredire l'article 6 de la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, entrée en vigueur à l'égard de la Belgique depuis le 1er septembre 1993, qui vise « les données à caractère personnel

Deze doelstelling past volkomen in het kader van de totstandbrenging van de eenheidsmarkt van de Europese Gemeenschap. Zij houdt in dat indien het recht van een Staat aan gevoelige gegevens een gelijkwaardige bescherming biedt als de Belgische wetgeving, de wettelijke verplichtingen die terzake in de betrokken Staat worden opgelegd, in België op dezelfde wijze worden erkend als de verplichtingen die door het Belgisch recht zijn opgelegd.

In antwoord op mijn verzoek terzake heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer mij in haar schrijven van 15 maart 1993 het volgende medegedeeld : « In geval van verwerkingen van gegevens met een internationaal aspect, zal één en ander geschieden in het licht van de geldende Europese of internationale reglementering, die het beperken van het vrij verkeer van gegevens verbiedt tussen landen die een gelijkwaardig niveau van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer waarborgen ».

De vestiging in België van tal van multinationale ondernemingen en van dochtermaatschappijen van multinationals, waarvan sommige wegens de nieuwe internationale arbeidsverdeling belast worden met specifieke taken zoals het personeelsbeheer van de gehele multinational, alsook het ruime toepassingsgebied ratione loci van de wet van 8 december 1992 maken een machtiging terzake ten zeerste wenselijk.

Zo kan bijvoorbeeld een werkgever in België gegevens betreffende de godsdienstige overtuiging van de betrokken personen verwerken ten einde de verplichtingen inzake de « Kirchensteuer », een Duitse belasting ten bate van de kerken, na te komen.

Het begrip « bescherming welke met die van de Belgische wet gelijkwaardig is » moet worden geïnterpreteerd in het licht van het Verdrag nr. 108 van de Raad van Europa, inzonderheid van artikel 12, § 3, a), van dat Verdrag.

Het verzoek dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer formuleert in haar advies nr. 11/93 (§ 5) om artikel 2, 3° en 4°, in één zin samen te brengen, kan volgens mij niet worden ingewilligd omdat die punten in bepaalde omstandigheden verschillende doelstellingen kunnen beogen. In dit verband kan gewag worden gemaakt van de mededeling aan de betrokken persoon van de verwerkte gegevens die op hem betrekking hebben : het betreft hier een dienstverlening ten behoeve en op verzoek van die persoon zonder dat terzake enige beslissing moest worden genomen, aangezien een dergelijke kennisgeving bij wet is opgelegd. Een ander voorbeeld in dezelfde zin wordt gegeven in het commentaar bij artikel 5, § 4, van het ontwerp. Indien daarentegen in verband met een dergelijk verzoek van de betrokken persoon een ongunstige beslissing wordt getroffen, wordt te zijnen behoeve geen enkele dienst verleend.

Er moet overigens eraan worden herinnerd dat de betrokken persoon in de gevallen bedoeld in artikel 2, 3° en 4°, overeenkomstig artikel 4 of artikel 9 van de wet van 8 december 1992, meestal volledig in kennis is gesteld van de verwerking van gegevens die op hem betrekking hebben.

Artikel 3 van het ontwerp betreft een soortgelijke doelstelling als die bedoeld in artikel 2, 1°, van het ontwerp van besluit, maar is in dit geval afgestemd op de verplichtingen van het internationaal publiek recht. Teneinde eventueel misbruik in de interpretatie van de in artikel 3 aangewende termen te voorkomen, moet door in Ministerraad overlegd besluit na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, machtiging worden verleend voor de verwerkingen waarop deze laatste bepaling van toepassing is.

Artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit betreft een doelstelling waaraan het Nederlandse « Besluit gevoelige gegevens » ten grondslag ligt : voldoen aan een gewettigd belang van de betrokken persoon.

De Commissie heeft die doelstelling niet in aanmerking genomen omdat zij van oordeel is dat zij vooral belangrijk is voor de verwerking van medische gegevens, die niet bedoeld worden in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 (advies nr. 07/93, § 12).

De Commissie kent evenwel aan het begrip « gevoelige gegevens » bedoeld in artikel 6 duidelijk een beperktere draagwijdte toe dan het ontwerp van koninklijk besluit. Voor bepaalde gegevens die de Commissie als niet-gevoelig omschrijft, maar volgens mij wel als zodanig moeten worden beschouwd, lijkt het mij noodzakelijk dat een bijzondere machtiging wordt verleend voor de verwerking van gevoelige gegevens teneinde te voldoen aan een gewettigd belang van de betrokken persoon.

Het onderscheid dat door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt gemaakt tussen de rechtstreeks gevoelige gegevens en de onrechtstreeks gevoelige gegevens is niet in aanmerking genomen, aangezien dat onderscheid te artificieel is gebleken en het bovendien in tegenspraak lijkt te zijn met artikel 6 van het Verdrag nr. 108 van 28 januari 1981 tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, dat voor België op 1 september 1993 in werking

révélant l'origine raciale, politique, religieuse..... ». L'emploi du terme « révélant » paraît de nature à étendre l'application de cet article aux données que la Commission appelle les données indirectement sensibles. L'un des exemples cités par la Commission est celui de la nourriture cascher; s'il est vrai que le terme cascher n'a, en lui-même, pas de caractère religieux, il n'en est pas moins vrai que sa mise en relation avec une personne physique déterminée révèle ses convictions religieuses. L'un des objectifs de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 étant de mettre en oeuvre l'article 6 de la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe, il paraît impossible de lui attribuer une portée plus limitée que celle de cette dernière disposition.

L'article 4 soumet l'autorisation du traitement à deux conditions :

- sa nécessité en vue de la satisfaction d'un intérêt légitime de la personne concernée;
- la fourniture, à la personne concernée, d'un avantage réel.

L'avantage doit être apprécié dans le chef de la personne concernée et il doit être réel. Sont ainsi écartés, par exemple, les pseudo-avantages décrits dans de nombreuses offres publicitaires.

La personne concernée doit en outre avoir reçu préalablement les informations mentionnées à l'article 4, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992.

Nonobstant l'autorisation de principe du traitement, la personne concernée peut s'y opposer sans devoir invoquer de raison quelconque à son opposition.

Un autre objectif mentionné dans l'arrêté hollandais précité n'a, par contre, pas été retenu, conformément à l'avis de la Commission : la satisfaction d'un intérêt légitime du maître du fichier sans porter atteinte de manière disproportionnée à la vie privée de la personne concernée. Il présente, en effet, plusieurs inconvénients : il est extrêmement large et il est difficile de prévoir a priori toutes les situations auxquelles il pourrait s'appliquer, le cas échéant de façon inopportune; il est susceptible de faire l'objet d'interprétations très divergentes, ce qui créerait un grave problème puisque la violation de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 est sanctionnée pénalement; il autorise implicitement qu'il soit porté atteinte à la vie privée de la personne concernée pour autant que ce ne soit pas de manière disproportionnée. Il est, dès lors, apparu préférable d'autoriser spécialement chacune des catégories de traitements qui ne s'inscrivaient que dans le cadre de ce seul objectif et pour lesquelles l'autorisation paraît légitime.

L'article 5 reprend une proposition de la Commission de la protection de la vie privée tendant à autoriser le traitement de données sensibles auquel la personne concernée a expressément consenti par écrit. La personne concernée doit consentir en toute connaissance de cause; à cet effet, elle doit recevoir préalablement les informations visées à l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992. C'est donc en fonction de ces informations et, tout spécialement, de la finalité du traitement, qu'elle donne, ou non, son consentement.

Il faut remarquer qu'il s'avère parfois souhaitable de protéger la personne concernée contre elle-même. Par conséquent, si des abus devaient être constatés en ce qui concerne les traitements pour lesquels cette disposition sera invoquée, l'arrêté en projet pourrait ultérieurement être modifié de manière à interdire certains traitements, même dans le cas où le sujet des données a donné son consentement.

L'article 6 du projet d'arrêté (chapitre III) énumère les autorisations spéciales de traitements de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992. Ces autorisations sont accordées en fonction de la nature et des conditions du traitement et, dans la plupart des cas, du type de données sensibles sur lesquelles il porte.

La plupart de ces autorisations spéciales ont été suggérées par la Commission de la protection de la vie privée.

Il faut préciser que l'interprétation de cette Commission, fondée sur sa différenciation initiale des données directement et indirectement sensibles, selon laquelle l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 ne viserait pas les données sensibles se rapportant aux personnages publics n'a pas été retenue car, outre l'inopportunité de la différenciation précitée, elle introduirait sans fondement juridique une

is getreden en waarin persoonsgegevens waaruit ras, politieke overtuiging, godsdienstige of andere levensbeschouwing blijkt, alsmede die welke betrekking hebben op gezondheid of seksueel gedrag worden bedoeld. Door gebruik te maken van de term « blijkt » lijkt de toepassing van voornoemd artikel te worden uitgebreid tot de gegevens die door de Commissie als onrechtstreeks gevoelige gegevens worden omschreven. Een van de voorbeelden die door de Commissie worden aangehaald, is dat van « koosjere voeding ». Ofschoon de term « koosjer » op zich geen bepaald godsdienstig karakter heeft, heeft de koppeling ervan aan een bepaalde natuurlijke persoon tot gevolg dat diens godsdienstige overtuiging wordt bekendgemaakt. Aangezien een van de doeleinden van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 de toepassing is van het bepaalde in artikel 6 van het Verdrag nr. 108 van de Raad van Europa, is het onmogelijk dat aan artikel 6 van de wet een meer beperkt toepassingsgebied wordt toegekend dan aan artikel 6 van het Verdrag.

Artikel 4 stelt twee voorwaarden voor het bestaan van de verwerking :

- zij moet noodzakelijk zijn teneinde te voldoen aan een gewettigd belang van de betrokken persoon;
- zij moet aan de betrokken persoon een werkelijk voordeel opleveren.

Het voordeel moet door de betrokken persoon worden beoordeeld en moet werkelijk aanwezig zijn. Schijnbare voordelen zoals die zijn omschreven in tal van reclameaanbiedingen komen bijvoorbeeld niet in aanmerking.

Bovendien moeten vooraf aan de betrokken persoon de gegevens bedoeld in artikel 4, § 1, van de wet van 8 december 1992, worden medegedeeld.

Niet-afgezienstaande in beginsel machtiging wordt verleend voor de verwerking, kan de betrokken persoon zich ertegen verzetten zonder daaromtrent enige reden te moeten opgeven.

Een andere in voornoemd Nederlands besluit omschreven doelstelling is, overeenkomstig het advies van de Commissie, evenwel niet in aanmerking genomen : voldoen aan een gewettigd belang van de houder van het bestand zonder dat daardoor de persoonlijke levenssfeer van de betrokken persoon onevenredig wordt geschaad. Deze doelstelling heeft immers verschillende nadelen : het is een zeer ruime doelstelling en het is moeilijk vooraf alle situaties te voorzien waarin zij, in voorkomend geval, inopportuun zou kunnen worden toegepast. Zij kan op zeer uiteenlopende wijze worden geïnterpreteerd, wat ernstige problemen zou veroorzaken, aangezien de overtreding van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 strafrechtelijk wordt gestraft. Tenslotte staat zij impliciet toe dat de persoonlijke levenssfeer van de betrokken persoon mag worden geschaad voor zover zulks niet op onevenredige wijze geschiedt. Het is derhalve wenselijk gebleken om voor elke categorie van verwerkingen die uitsluitend verband houden met voornoemde doelstelling en waaraan gewettigd toestemming lijkt te kunnen worden verleend, te voorzien in een bijzondere machtiging.

In artikel 5 wordt een voorstel van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer overgenomen dat ertoe strekt de verwerking van gevoelige gegevens toe te staan ingeval betrokkene daartoe uitdrukkelijk zijn schriftelijke toestemming heeft gegeven. De betrokken persoon moet kunnen beslissen met kennis van zaken; daartoe moeten hem vooraf de inlichtingen bedoeld in artikel 4 van de wet van 8 december 1992 worden medegedeeld. Hij geeft zijn toestemming derhalve op grond van de ontvangen inlichtingen, inzonderheid op grond van de doelstelling van de verwerking.

Er moet worden opgemerkt dat betrokkene in bepaalde gevallen tegen zichzelf moet worden beschermd. Indien zich in verband met verwerkingen die op grond van deze bepaling zijn toegestaan, misbruiken zouden voordoen, kan het besluit in ontwerp bijgevolg later in die zin worden gewijzigd dat bepaalde verwerkingen worden verboden, zelfs wanneer de persoon op wie de gegevens betrekking hebben, zijn toestemming heeft gegeven.

In artikel 6 van het ontwerp van besluit (hoofdstuk III) worden de bijzondere machtigingen voor verwerkingen van gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 opgesomd. Die machtigingen worden verleend op grond van de aard en de voorwaarden voor de verwerking en in de meeste gevallen van de soort gevoelige gegevens die wordt verwerkt.

Het merendeel van die bijzondere machtigingen is voorgesteld door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Er moet worden onderstreept dat de interpretatie van deze Commissie, gegrond op het oorspronkelijk gemaakte onderscheid tussen rechtstreeks en onrechtstreeks gevoelige gegevens, en volgens welke artikel 6 van de wet van 8 december 1992 geen betrekking zou hebben op gevoelige gegevens betreffende personen die een algemene bekendheid genieten, niet in aanmerking is genomen

réduction du champ d'application qui n'est prévue ni par l'article 1er, ni par l'article 3, ni par l'article 6 de cette loi, ni par la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe, ce qui serait contraire à l'article 122 de la Constitution. C'est pourquoi des autorisations spéciales concernant le traitement de ces données sont mentionnées aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 6 de l'arrêté en projet.

La Commission de la protection de la vie privée demandait, dans son avis 07/93, qu'une autorisation spéciale de traitement de données sensibles soit également accordée aux fins de recherche scientifique, d'études de marché et d'étude statistique. La recherche scientifique et l'étude statistique feront l'objet d'un autre projet d'arrêté royal (l'arrêté royal n° 10 relatif à la protection de la vie privée à l'égard de certains traitements de données à caractère personnel destinés à des fins de recherche scientifique ou statistique), consacré à ce domaine et contenant diverses dispositions dont celles relatives au traitement de données sensibles dans le cadre de ces finalités. Quant aux études de marché, il me semble qu'autoriser le traitement des données sensibles, soumises à un régime de protection spécial, à cette fin porterait atteinte à la vie privée. Une autorisation est, par contre, accordée en ce qui concerne le traitement de ces données pour des sondages d'opinion pour autant que la durée de conservation des données soit strictement limitée; le délai de soixante jours est repris de la Délibération n° 81-77 de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés française du 9 juin 1981. La personne concernée doit avoir donné son consentement; celui-ci peut être verbal, mais c'est au maître du fichier qu'il appartient d'en rapporter la preuve, ainsi que celle de la délivrance préalable des informations visées à l'article 4, alinéa 1er, de la loi.

L'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, reprend entièrement la proposition de la Commission de la protection de la vie privée concernant le traitement des données relatives à la vie sexuelle. Un numéro deux a cependant été ajouté afin de ne pas entraver inutilement le travail efficace qu'accomplissent certaines associations qui cherchent à réduire la délinquance sexuelle. Néanmoins, outre des critères précis auxquels doivent satisfaire l'association ou l'établissement d'utilité publique, ceux-ci doivent être autorisés spécialement par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée pour traiter les données. Cette stricte condition supplémentaire a été ajoutée dans le projet d'arrêté à la suite des critiques émises par cette Commission (avis 12/93, § 9). Il faut noter que le mot « traitement » tel qu'il est employé dans ce point doit être compris à la lumière de la signification qui lui est attribuée dans la Résolution n° (76) 2 du Conseil de l'Europe du 17 février 1976. Quant à la paraphilie, elle est « caractérisée par la survenue d'une excitation en réponse à des objets sexuels ou à des situations qui ne font pas partie des modèles normatifs de stimulation et qui sont susceptibles, à des degrés divers, d'interférer avec la capacité du sujet à avoir une activité sexuelle empreinte d'affection et de réciprocité » (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, DSM-III-R, Masson, 1989); une définition semblable est fournie par le Grand dictionnaire de la psychologie éditée par Larousse.

La notion de « contacts réguliers », à l'article 6, § 3, 1<sup>o</sup>, et § 5, 1<sup>o</sup>, suppose que les contacts doivent émaner de la personne concernée elle-même et non pas seulement du parti politique, du syndicat ou de l'organisme mutualiste. Il doit, en outre, évidemment s'agir de contacts favorables au parti, au syndicat ou à l'organisme mutualiste et non, par exemple, de lettres d'injures. Les contacts ne doivent pas nécessairement être fréquents, mais ils doivent témoigner d'une régularité suffisante pour être considérés comme établis.

Quant à la notion de « données qui sont en relation étroite avec le caractère public » de la personne concernée, mentionnée à l'article 3, §§ 3 à 5, elle vise les données qui sont engendrées par les fonctions, activités ou déclarations qui donnent à la personne concernée son caractère de personnage public.

La Commission de la protection de la vie privée s'interroge, dans son avis n° 11/93 (§ 11), sur la raison pour laquelle une disposition autorisant le traitement de données révélant les opinions philosophiques et religieuses en vue de l'assistance spirituelle de la personne concernée n'a pas été insérée. Ce type de traitement me paraît autorisé par la disposition générale contenue à l'article 2, 4<sup>o</sup>, ainsi que par les termes (« réalisation de l'un des buts de l'institution ») de l'article 6, § 4, du projet d'arrêté.

aangezien voornoemd onderscheid niet alleen ongepast is, maar tevens zonder enige juridische grondslag het toepassingsgebied zou inperken. Dit is geenszins bepaald in de artikelen 1, 3 en 6 van deze wet, noch in het Verdrag nr. 108 van de Raad van Europa, wat strijdig zou zijn met artikel 122 van de Grondwet. Daarom worden de bijzondere machtigingen betreffende de verwerking van dergelijke gegevens omschreven in de paragrafen 3, 4 en 5 van artikel 6 van het besluit in ontwerp.

In haar advies nr. 07/93 vroeg de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer eveneens dat een bijzondere machtiging zou worden verleend voor de verwerking van gevoelige gegevens in het kader van wetenschappelijk onderzoek, marktonderzoek en statistisch onderzoek. Het wetenschappelijk onderzoek en het statistisch onderzoek zullen het onderwerp zijn van een ander, specifiek aan deze materie gewijd ontwerp van koninklijk besluit (koninklijk besluit nr. 10 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van bepaalde verwerkingen van persoonsgegevens bestemd voor wetenschappelijk of statistisch onderzoek), waarin diverse bepalingen, onder meer inzake de verwerking van gevoelige gegevens voor bovenvermelde doeleinden, zullen worden opgenomen. In verband met het marktonderzoek komt het mij voor dat een machtiging ter zake voor de verwerking van gevoelige, specifiek beschermde gegevens afbreuk zou doen aan de persoonlijke levenssfeer. Daarentegen wordt wel machtiging verleend voor de verwerking van dergelijke gegevens ten behoeve van opinieonderzoek indien de termijn van bewaring van die gegevens strikt wordt beperkt. De termijn van zestig dagen is overgenomen uit de « Délibération n° 81-77 » dd. 9 juni 1981 van de Franse « Commission nationale de l'Informatique et des Libertés ». Betrokkene moet, eventueel mondeling, zijn toestemming hebben gegeven maar de houder van het bestand moet het bewijs ervan leveren en moet eveneens kunnen aantonen dat vooraf de in artikel 4, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 bedoelde inlichtingen zijn verstrekt.

In artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, wordt het voorstel van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer inzake de verwerking van gegevens betreffende het seksuele gedrag volledig overgenomen. Er is evenwel een tweede punt toegevoegd teneinde het doeltreffend werk dat sommige verenigingen leveren met het oog op de vermindering van de seksuele delinquentie, niet onnodig te belemmeren. De in dit verband bedoelde verenigingen en instellingen van openbaar nut moeten niet alleen beantwoorden aan nauwkeurig omschreven criteria, maar moeten tevens door de Koning, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het bijzonder ertoe worden gemachtigd de gegevens te verwerken. Deze bijkomende strikte voorwaarde is aan het ontwerp van koninklijk besluit toegevoegd na de kritiek die voornoemde Commissie heeft uitgebracht in haar advies 12/93, § 9. Er moet worden opgemerkt dat de term « behandeling » in het kader van dit punt moet worden opgevat in de zin van de betekenis die eraan is gegeven in de Resolutie nr. (76) 2 dd. 17 februari 1976 van de Raad van Europa. Volgens de « Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux » (DSM-III-R, Masson, 1989) wordt paraphilie gekenmerkt door « la survenue d'une excitation en réponse à des objets sexuels ou à des situations qui ne font pas partie des modèles normatifs de stimulation et qui sont susceptibles, à des degrés divers, d'interférer avec la capacité du sujet à avoir une activité sexuelle empreinte d'affection et de réciprocité ». In de « Grand dictionnaire de la psychologie », uitgegeven door Larousse, wordt een gelijkaardige definitie gegeven.

Het begrip « geregeld in contact », omschreven in artikel 6, § 3, 1<sup>o</sup>, en § 5, 1<sup>o</sup>, onderstelt dat de contactlegging moet uitgaan van de betrokken persoon zelf en niet uitsluitend van de politieke partij, vakbond of ziekenfonds. Bovendien moet het uiteraard gaan om contacten die voor die partij, die vakbond of dat ziekenfonds gunstig zijn en niet bijvoorbeeld om scheldbrieven. Het moet in dit verband niet gaan om veelvuldige contacten, maar zij moeten voldoende regelmatig plaatsvinden om als vaste contacten te kunnen worden beschouwd.

Het begrip « gegevens die nauw verband houden met de algemene bekendheid » van de betrokken persoon, omschreven in artikel 6, § 3 tot 5, heeft betrekking op gegevens die voortvloeien uit het ambt, de activiteiten of de verklaringen die aan de betrokken persoon algemene bekendheid verlenen.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer stelt in haar advies nr. 11/93 (§ 11) de vraag waarom in de tekst geen bepaling is ingevoegd die, met het oog op de geestelijke bijstand van de betrokken persoon, de verwerking toestaat van gegevens die zijn levensbeschouwelijke of godsdienstige overtuiging aan het licht brengen. Volgens mij zijn dergelijke verwerkingen toegestaan op grond van de algemene bepaling omschreven in artikel 2, 4<sup>o</sup>, alsmede door de woorden « verwezenlijking van één van de doelstellingen van de instelling » van artikel 6, § 4, van het ontwerp van koninklijk besluit.

Les traitements visés à l'article 6, § 7, rentrent certainement dans les limites définies à l'article 4 de l'arrêté en projet, mais il était à craindre, en raison du but propre à ces traitements que des pressions soient parfois exercées sur les personnes qu'ils concernent afin de les inciter à user, contre leur intérêt personnel, de la faculté d'opposition au traitement prévue à l'article 4. C'est la raison pour laquelle l'article 6, § 7, établit une autorisation spéciale qui, elle, ne prévoit pas de pareille faculté. Cette disposition répond au vœu de la Commission de la protection de la vie privée (avis 07/93, § 21) et rencontre une observation exprimée lors des débats parlementaires portant sur le projet dont est issue la loi du 8 décembre 1992. L'extension, souhaitée par la Commission de la protection de la vie privée, du champ d'application de cette disposition aux associations de fait a été rejetée de manière à prévenir tout abus. C'est aussi la prévention des abus qui justifie l'exigence de l'autorisation du traitement par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Le Chapitre IV du projet d'arrêté, formé par les articles 7 et 8, établit des garanties complémentaires de protection des données à l'égard de tout traitement de données sensibles qui est autorisé. Ceci répond à l'obligation, imposée à l'article 6 de la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe, que le droit interne prévoit des garanties appropriées.

L'article 7 du projet d'arrêté royal a pour objectif d'interdire tout traitement de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 ayant pour finalité le recrutement ou l'octroi d'une promotion, même si ce traitement aurait été, par ailleurs, autorisé par une autre disposition.

Cette interdiction générale admet deux dérogations :

— lorsque la donnée sensible sert de critère fondamental au recrutement ou à la promotion en raison de la nature de l'emploi ou de la fonction à pourvoir; c'est le cas, par exemple, du prêtre dont la conviction religieuse doit correspondre à celle de son église, du politicien dont les opinions politiques doivent s'inscrire dans la ligne prônée par son propre parti, mais aussi du poste de chercheur dans un domaine concernant la défense nationale;

— lorsque c'est la personne concernée elle-même qui fournit la donnée sensible; l'on peut citer, à titre d'exemple, la remise d'un curriculum vitae contenant une donnée sensible. La donnée ne peut toutefois, dans pareil cas, être traitée que pour une finalité identique à celle que poursuivait la personne en communiquant la donnée, à savoir en l'occurrence l'attribution d'un emploi. Je ne perçois guère l'objet de l'objection formulée par la Commission de la protection de la vie privée (avis n° 11/93, § 15).

L'article 8 du projet d'arrêté décrit, conformément à l'article 6, alinéa 4, de la loi du 8 décembre 1992, les conditions particulières dont doit être entouré tout traitement de données sensibles, quelle que soit la disposition légale ou réglementaire qui l'autorise.

L'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ayant dû être reportée à la fois pour les raisons exposées dans le rapport au Roi de l'arrêté royal n° 6 modifiant l'arrêté royal n° 1 du 28 février 1993 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à cause de l'avis émis par le Conseil d'Etat au sujet du présent projet d'arrêté, il est souhaitable que la nouvelle date d'entrée en vigueur de cette importante disposition soit à la fois très proche et facile à retenir. C'est pourquoi l'article 9 du projet d'arrêté fixe au premier jour du mois suivant la date de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge* l'entrée en vigueur de cet arrêté et, par conséquent, aussi de l'article 6 de la loi.

J' ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

De verwerkingen bedoeld in artikel 6, § 7, blijven beslist binnen de grenzen bepaald in artikel 4 van het besluit in ontwerp, maar gelet op het doel van dergelijke verwerkingen bestond het gevaar dat druk wordt uitgeoefend op de personen op wie de verwerking betrekking heeft teneinde hen tegen hun persoonlijk belang in, ertoe aan te zetten, gebruik te maken van de mogelijkheid tot verzet tegen de verwerking bepaald in artikel 4 van het ontwerp. Daarom voorziet artikel 6, § 7, in een bijzondere machtiging waarbij de mogelijkheid tot verzet niet bestaat. Deze bepaling beantwoordt aan de wens van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (advies nr. 07/93, § 21) en komt tegemoet aan een opmerking gemaakt tijdens de parlementaire behandeling van het ontwerp dat, aan de wet van 8 december 1992 ten grondslag ligt. De door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gewenste uitbreiding van het toepassingsgebied van deze bepaling tot de feitelijke verenigingen is verworpen teneinde enig misbruik te voorkomen. Met hetzelfde doel voor ogen is ook in dit verband vereist dat de Koning, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer daartoe machtiging verleent.

Hoofdstuk IV van het ontwerp van besluit, samengesteld uit de artikelen 7 en 8, voorziet in aanvullende waarborgen op het stuk van de bescherming van gegevens ten opzichte van toegestane verwerking van gevoelige gegevens. Deze bepaling beantwoordt aan de verplichting opgelegd in artikel 6 van het Verdrag nr. 108 van de Raad van Europa, die inhoudt dat het interne recht terzake passende waarborgen moet bieden.

Artikel 7 van dit ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe alle verwerkingen van gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 die een indienstneming of een bevordering tot doel hebben, te verbieden zelfs indien een dergelijke verwerking op grond van een andere bepaling is toegestaan.

Van dit algemeen verbod kan worden afgeweken :

— wanneer het gevoelige gegeven, gelet op de aard van de betrekking of van het ambt, een fundamenteel criterium vormt voor de indienstneming of de bevordering. Zulks is bijvoorbeeld het geval voor een priester van wie de godsdienstige overtuiging moet overeenstemmen met die van zijn kerk, van de politicus van wie de politieke overtuiging moet aansluiten bij die van zijn partij, maar ook voor de onderzoeker die een materie behandelt welke verband houdt met de landsverdediging;

— wanneer de betrokken persoon zelf het gevoelig gegeven mededeelt, bijvoorbeeld een curriculum vitae dat een gevoelig gegeven bevat. In een dergelijk geval mag het gegeven slechts worden verwerkt in het kader van dezelfde doelstelling dan die welke door de betrokken persoon met de mededeling van het gegeven werd nagestreefd, te weten het verkrijgen van een betrekking. Ik begrijp niet waarom de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer terzake een bezwaar maakt (advies nr. 11/93, § 15).

Overeenkomstig artikel 6, vierde lid, van de wet van 8 december 1992 worden in artikel 8 van het ontwerp van besluit de bijzondere voorwaarden omschreven waaraan elke verwerking van gevoelige gegevens moet voldoen, zulks ongeacht de wettelijke bepalingen en de verordeningbepalingen die een dergelijke verwerking toestaan.

Aangezien de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens is uitgesteld vooreerst wegens redenen uiteengezet in het verslag aan de Koning betreffende het koninklijk besluit nr. 6 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 1 van 28 februari 1993 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, en tevens ingevolge het advies dat de Raad van State betreffende dit ontwerp van besluit heeft uitgebracht, is het raadzaam om voor de inwerkingtreding van deze belangrijke bepaling te opteren voor een datum in de nabije toekomst, die bovendien gemakkelijk kan worden onthouden. Daarom stelt artikel 9 van het ontwerp de datum van inwerkingtreding van het besluit en bijgevolg ook van artikel 6 van de wet, vast op de eerste dag van de maand volgend op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

[S-C — 9103]

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 22 avril 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 7 « déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel », a donné le 1er juin 1994 l'avis suivant :

L'article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel énonce que :

« Le traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartenances syndicales ou mutualistes n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi. »

L'article 2 du projet se borne à fixer des objectifs tout à fait généraux et omet de préciser les fins déterminées au sens de l'article 6 précité ainsi que les lois particulières dont ces finalités résultent.

Le renvoi général et indifférencié opéré par l'article 2, 1°, 2° et 3°, à l'ensemble des normes du droit positif, interne et international, existantes et à venir, n'équivaut manifestement pas à la détermination des finalités spéciales et précises qu'il appartient de fixer soit au législateur, soit au Roi agissant en exécution de la loi, après avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée, prévu à l'article 6, alinéa 2, de la loi.

Cette façon de procéder aboutit à éluder la formalité préalable de consultation de ladite Commission.

Le projet reste ainsi en défaut d'exécuter l'article 6, alinéa 1er. Tant que les finalités visées audit article 6 n'auront pas été déterminées, il est prématuré de fixer à la fois les conditions particulières du traitement de données sensibles et les garanties complémentaires du traitement de ces mêmes données.

Dès lors, le projet d'arrêté doit être entièrement revu.

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président de chambre,

Y. Boucquey et Y. Kreins, conseillers d'Etat,

F. Delperee et J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation,

Mme J. Gielissen, greffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J.-F. Neuray, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. Quintin, référendaire adjoint.

Le greffier,

J. Gielissen.

Le président,

J.-J. Stryckmans.

[C — 9103]

**Avis n° 07/93 du 6 août 1993  
de la Commission de la protection  
de la vie privée**

Objet : Traitement de données sensibles, au sens de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier ses articles 6 et 29;

Vu la demande d'avis du Ministre de la Justice du 28 juillet 1993;

Vu le rapport de M. P. Lemmens;

Emet le 6 août 1993, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

1. Par un avis publié dans le *Moniteur belge* du 18 mars 1993, les autorités et organismes publics, les organismes d'intérêt général et les associations représentatives de maîtres de fichiers, furent invités à présenter au Ministère de la Justice leurs suggestions

[S-C — 9103]

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 april 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 7 « tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens », heeft op 1 juni 1994 het volgende advies gegeven :

Artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, luidt als volgt :

« De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds is slechts voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden toegestaan. »

Artikel 2 van het ontwerp beperkt zich ertoe zeer algemene doelstellingen vast te leggen en verzuimt de doeleinden, bepaald in de zin van het voormelde artikel 6, alsmede de bijzondere wetten waaruit die oogmerken volgen, nader te omschrijven.

De algemene en ongedifferentieerde manier waarop in artikel 2, 1°, 2° en 3°, naar het geheel van de huidige en toekomstige normen van het intern en internationaal positief recht wordt verwezen, staat kennelijk niet gelijk met de bepaling van de bijzondere en precieze doeleinden waarvan de vastlegging toekomt aan de wetgever of aan de Koning, handelend ter uitvoering van de wet, na het voorafgaande advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te hebben ingewonnen, een advies voorgeschreven in artikel 6, tweede lid, van de wet.

Op die manier wordt de raadpleging van voornoemde Commissie als voorafgaand vormvereiste omzeild.

Het ontwerp verzuimt aldus artikel 6, eerste lid, uit te voeren. Zolang de in voormeld artikel 6 bedoelde oogmerken niet zijn vastgesteld, is het voorbarig tegelijkertijd de bijzondere voorwaarden voor de verwerking van gevoelige gegevens en de aanvullende waarborgen inzake de verwerking van diezelfde gegevens vast te stellen.

Het ontworpen besluit dient dan ook volledig te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter,

Y. Boucquey en Y. Kreins, staatsraden,

F. Delperee en J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevr. J. Gielissen, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J.-F. Neuray, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer R. Quintin, adjunct-referendaris.

De griffier,

J. Gielissen.

De voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

[C — 9103]

**Advies nr. 07/93 van 6 augustus 1993  
van de Commissie voor de bescherming  
van de persoonlijke levenssfeer**

Betreft : Verwerking van gevoelige gegevens, in de zin van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid de artikelen 6 en 29,

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Justitie d.d. 28 juli 1993,

Gelet op het verslag van de heer P. Lemmens,

Brengt op 6 augustus 1993 het volgende advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag :

1. Bij een in het *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1993 bekendgemaakt bericht werden de openbare overheden en instellingen, de instellingen van algemeen belang en de representatieve organisaties van de houders van een bestand uitgenodigd aan het Ministerie



concernant les finalités qui pourraient justifier le traitement de données sensibles au sens de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992. Ces suggestions pourraient être utiles pour l'élaboration d'un arrêté royal qui doit être pris en application de la disposition légale précitée.

Les suggestions communiquées au Ministère furent transmises à la Commission.

Par lettre du 28 juillet 1993, le Ministre de la Justice demande à la Commission d'émettre un avis préalable. Par conséquent, le présent avis tend à proposer au Ministre les lignes directrices de l'arrêté à prendre en application de l'article 6, tout en tenant compte des suggestions des personnes intéressées.

## II. Cadre normatif et de droit comparé :

### A. Cadre normatif

a) La loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

2. Le traitement des données dites « sensibles » est réglé par l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992. Cette disposition est libellée comme suit :

« Le traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartenances syndicales ou mutualistes n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi.

Lorsque les fins visées à l'alinéa 1er sont déterminées en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable.

L'alinéa 1er n'interdit pas à une association de fait ou une association dotée de la personnalité juridique de tenir un fichier de ses propres membres.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée, prévoir des conditions particulières relatives au traitement des données visées à l'alinéa 1er. »

Le législateur a inséré cette disposition dans la loi, parce que, selon lui, les données qui y sont visées, touchent à ce point à la personnalité intime de l'individu, que leur enregistrement, leur traitement ou leur diffusion font légitimement craindre une possibilité de discrimination (exposé des motifs du projet ayant donné lieu à la loi du 8 décembre 1992, Doc. Parl. Chambre, 1990-91, n° 1610-1 p. 11). En tenant compte de ce point de départ, il convient d'accorder aux données énumérées à l'article 6, un caractère limitatif.

Il ressort de l'article 6 qu'en principe le traitement des données qui y sont visées est interdit. Des exceptions sont possibles, pour autant que celles-ci soient déterminées par ou en vertu de la loi (cf. rapport Vandenberghe, Doc. Parl., Sénat, S.E. 1991-92, n° 445-2, p. 87).

Selon le texte de l'article 6, alinéa 1er, les fins pouvant justifier un traitement de données sensibles doivent être déterminées « par ou en vertu de la loi ». Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 6 dispose que le Roi peut prévoir « des conditions particulières » relatives au traitement autorisé de données sensibles. La Commission constate qu'initialement le gouvernement est parti du point de vue selon lequel un traitement devrait viser un but déterminé par une loi formelle ou par une mesure prise en exécution d'une telle loi (exposé des motifs, o.c., p. 11-12), et que le Roi ne peut pas déduire de l'article 6 une compétence autonome lui permettant de déroger à l'interdiction reprise dans cette disposition, mais qu'il pourrait seulement, par application du 4<sup>e</sup> alinéa, imposer des mesures supplémentaires de protection (exposé introductif du Ministre de la Justice devant la Commission de la Justice de la Chambre, rapport Merckx-Van Goye, Doc. Parl., Chambre, S.E. 1991-92, n° 413-12, p. 9). Cependant, au cours des discussions parlementaires, ce point de vue strict a été abandonné. En effet, le Ministre, tacitement suivi en ce point par les membres des commissions concernées de la Chambre et du Sénat, a confirmé à plusieurs reprises que le Roi, sur base de l'article 6, pourrait même prévoir une « dérogation » à l'interdiction de principe (rapport Merckx-Van Goye, o.c., p. 33; note introductive devant la Commission de la Justice du Sénat, rapport Vandenberghe, o.c., p. 116).

La Commission considère que cette dernière interprétation doit être approuvée, et qu'une dérogation à l'interdiction de principe est également possible dans les cas où le Roi ne peut pas se baser sur une autre loi formelle que celle du 8 décembre 1992.

Dans les cas où les finalités sont déterminées par le Roi en vertu d'une autre loi que celle du 8 décembre 1992, il suffit que les dispositions de l'article 6, deuxième alinéa, de la loi du 8 décembre 1992 soient respectées, c-à-d que la Commission émette un avis préalable.

van Justitie hun suggesties mede te delen in verband met de doelstellingen die het verwerken van gevoelige gegevens in de zin van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 zouden kunnen verantwoorden. Die suggesties zouden dienstig zijn voor de uitwerking van een koninklijk besluit, te nemen met toepassing van de voormelde wetsbepaling.

De bij het Ministerie ingediende suggesties werden aan de Commissie doorgezonden.

Bij schrijven van 28 juli 1993 vraagt de Minister van Justitie dat de Commissie een voorafgaand advies zou uitbrengen. Het voorliggende advies beoogt dan ook, rekening houdend met de suggesties van de belanghebbenden, aan de Minister van Justitie de krachtlijnen voor te stellen van het met toepassing van artikel 6 te nemen besluit.

## II. Normatief en rechtsvergelijkend kader :

### A. Normatief kader

a) De wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

2. De verwerking van de zogenaamde « gevoelige » gegevens wordt geregeld door artikel 6 van de wet van 8 december 1992. Die bepaling luidt als volgt :

« De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds is slechts voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden toegestaan.

Wanneer de doeleinden bedoeld in het eerste lid krachtens de wet worden vastgesteld, brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vooraf advies uit.

Het eerste lid houdt voor feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid niet het verbod in om een bestand bij te houden van hun eigen leden.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bijzondere voorwaarden stellen betreffende de verwerking van de gegevens bedoeld in het eerste lid. »

De wetgever heeft deze bepaling in de wet ingevoegd omdat de daarin bedoelde gegevens naar zijn oordeel dermate verband houden met het privé-leven van de betrokkene, dat de registratie, de verwerking of de verspreiding ervan een gewettigde vrees van discriminatie kunnen doen ontstaan (memorie van toelichting bij het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 8 december 1992, Parl. St., Kamer, 1990-91, nr. 1610-1, blz. 11). Mede gelet op dit uitgangspunt komt aan de in artikel 6 gegeven opsomming van gegevens een limitatief karakter toe.

Uit artikel 6 blijkt dat het verwerken van de daarin bedoelde gevoelige gegevens in beginsel verboden is. Uitzonderingen zijn mogelijk, voor zover zulks door of krachtens de wet wordt bepaald (cf. verslag Vandenberghe, Parl. St., Senaat, B.Z. 1991-92, nr. 445-2, blz. 87).

Volgens de tekst van artikel 6, eerste lid, dienen de doeleinden die een verwerking van gevoelige gegevens kunnen verantwoorden « door of krachtens de wet » te zijn vastgesteld. Het vierde lid van artikel 6 bepaalt dat de Koning aan de toegelaten verwerking van gevoelige gegevens « bijzondere voorwaarden » kan stellen. De Commissie stelt vast dat de regering aanvankelijk ervan uitgegaan is dat een verwerking gericht zou moeten zijn op een doel dat bepaald is door een formele wet of door een maatregel genomen ter uitvoering van zulke wet (memorie van toelichting, o.c., blz. 11-12), en dat de Koning uit artikel 6 geen zelfstandige bevoegdheid zou putten om af te wijken van het in die bepaling vervatte verbod, doch dat Hij enkel, met toepassing van het vierde lid, extra-beschermingsbepalingen zou kunnen opleggen (inleidende uiteenzetting van de Minister van Justitie voor de Kamercommissie voor de Justitie, verslag Merckx-Van Goye, Parl. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 413-12, blz. 9). In de loop van de parlementaire besprekingen is dit strikte standpunt echter verlaten. Meermaals immers heeft de Minister, hierin stilzwijgend gevolgd door de leden van de betrokken commissies van Kamer en Senaat, bevestigd dat de Koning uit artikel 6 zelf het recht zou putten om te voorzien in een « afwijking » op het principieel verbod (verslag Merckx-Van Goye, o.c., blz. 33; inleidende nota voor de Senaatscommissie voor de Justitie, verslag Vandenberghe, o.c., blz. 116).

De Commissie is van oordeel dat deze laatste interpretatie bijgetreden moet worden, en dat een afwijking van het principieel verbod ook mogelijk is in de gevallen waar de Koning niet op een andere formele wet dan die van 8 december 1992 zelf kan steunen.

In de gevallen waar de doeleinden door de Koning bepaald worden krachtens een andere wet dan die van 8 december 1992, volstaat het dat de bepalingen van artikel 6, tweede lid, van de wet van 8 december 1992 worden nageleefd, d.w.z. dat de Commissie

D'ailleurs, ces finalités peuvent également être déterminées par d'autres voies que par un arrêté royal, à condition que l'on puisse trouver une base légale dans une loi. Il va de soi que l'avis préalable de la Commission reste requis.

Reste à savoir si l'article 6, deuxième alinéa, doit être interprété de telle façon que les cas où les finalités ont déjà été déterminées en vertu de la loi, avant l'entrée en vigueur de l'article 6, doivent encore être soumis pour avis à la Commission, ou si les autorisations de traitement de données sensibles accordées par le passé restent totalement valables. La Commission pense que, quelle que soit l'interprétation retenue, celle-ci sera discutable. Pour garantir la sécurité juridique, la Commission estime donc également souhaitable que l'arrêté qui doit être pris en vertu de l'article 6 fixe une réglementation expresse des finalités déterminées par le passé en vertu de la loi.

Dans les cas où les finalités sont déterminées par le Roi en vertu de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992, la Commission considère qu'il faut tenir compte autant que possible des garanties que le législateur a exigées concernant les actions du pouvoir exécutif. Plus précisément, la Commission considère que, pour ce genre de cas, les dispositions du premier alinéa sont inévitablement à lire en parallèle, non seulement avec celles du deuxième alinéa (avis préalable de la Commission), mais également avec celles du quatrième alinéa. Cela signifie, en d'autres termes, que les finalités pour lesquelles le traitement de données sensibles peut être autorisé, ne peuvent être déterminées qu'après avis de la Commission et après délibération en Conseil des Ministres (cf. dans le même sens, le rapport Merckx-Van Goey, o.c., p. 32-33).

Enfin, il y a lieu de rappeler que le Roi puise, dans tous les cas, dans l'article 6, quatrième alinéa, le pouvoir de prévoir des « conditions particulières » pour le traitement de données sensibles, même dans les cas où les finalités du traitement sont déterminées par la loi elle-même. Un tel arrêté ne peut être pris qu'après avis de la Commission, et délibération en Conseil des Ministres.

3. La Commission souhaite faire remarquer que la loi du 8 décembre 1992 comprend encore d'autres dispositions concernant le traitement de certains types de données sensibles. Ces dispositions peuvent être retrouvées dans l'article 7 pour ce qui est des données médicales à caractère personnel et dans l'article 8 pour les données judiciaires et policières.

Il n'est pas exclu qu'une donnée sensible déterminée, figurant dans l'énumération de l'article 6, tombe également sous l'application des articles 7 et 8. Ainsi, une donnée ayant trait à la vie sexuelle peut se rapporter à un délit dont une personne est soupçonnée, dans lequel elle est impliquée ou pour lequel elle a été condamnée, au sens de l'article 8, § 1er, 2° et 3°. Dans l'exposé des motifs, il est dit à propos de l'exemple cité, que le traitement d'une telle donnée est « dans les conditions fixées par l'article (8) » (o.c., p. 11). La Commission souhaite préciser en l'espèce que la rédaction des articles 6 à 8 inclus implique que, si une donnée tombe à la fois sous l'application de l'article 6 et des articles 7 ou 8, les deux dispositions concernées sont d'application cumulative.

4. Enfin, la Commission tient à souligner que l'article 6 ne porte à aucun titre préjudice aux autres dispositions de la loi du 8 décembre 1992.

Ainsi, selon l'article 5, des données sensibles ne peuvent faire l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées et légitimes et ne peuvent pas être utilisées de manière incompatible avec ces finalités; elles doivent, en outre, être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités. Il en découle entre autres que, même si des données sont traitées pour une finalité déterminée par ou en vertu de la loi, seules peuvent être traitées des données sensibles qui sont pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités.

Evidemment, les dispositions ayant trait aux droits de la personne concernée (articles 4 et 9 à 13 inclus) et aux obligations du maître du fichier (articles 16, 17 et 19), sont également applicables au traitement de données sensibles.

b) Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.

5. Dans la mesure où il s'agit d'un traitement automatisé, il faut tenir compte des dispositions de la Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, élaborée à Strasbourg, le 28 janvier 1981. Cette Convention a été ratifiée par la Chambre le 7 mars 1991 et par le Sénat le 25 avril 1991. La Commission considère que les dispositions de cette convention sont décisives, même si la loi de ratification n'est pas encore publiée, à ce jour, au *Moniteur belge*.

vooraf een advies uitbrengt. Zulke doeleinden kunnen trouwens ook op andere wijzen dan door een koninklijk besluit vastgesteld worden, mits een rechtsgrond in een wet gevonden kan worden; het voorafgaand advies van de Commissie blijft vanzelfsprekend vereist.

De vraag rijst of artikel 6, tweede lid, zo geïnterpreteerd moet worden dat de gevallen waarin de doeleinden reeds vóór de inwerkingtreding van artikel 6 krachtens de wet zijn bepaald, alsnog voor advies aan de Commissie voorgelegd moeten worden, dan wel of de in het verleden gegeven machtigingen om gevoelige gegevens te verwerken onverkort geldig blijven. De Commissie is van oordeel dat, welke interpretatie ook aangenomen wordt, deze voor betwisting vatbaar zal zijn. Omwille van de rechtszekerheid acht de Commissie het dan ook wenselijk dat in het met toepassing van artikel 6 te nemen koninklijk besluit een uitdrukkelijke regeling van de in het verleden krachtens de wet bepaalde doelstellingen wordt opgenomen.

In de gevallen waar de doeleinden door de Koning bepaald worden krachtens artikel 6 van de wet van 8 december 1992 zelf, is de Commissie van oordeel dat in zo ruim mogelijke mate rekening gehouden moet worden met de waarborgen die de wetgever m.b.t. het optreden van de uitvoerende macht geëist heeft. De Commissie acht het meer bepaald noodzakelijk, voor dit soort gevallen, de bepalingen van het eerste lid te lezen in samenhang, niet enkel met die van het tweede lid (voorafgaand advies van de Commissie), maar ook met die van het vierde lid. Dit betekent m.a.w. dat de doeleinden waarvoor de verwerking van gevoelige gegevens toegelaten kan zijn slechts bepaald kunnen worden na advies van de Commissie en na beraadslaging in de Ministerraad. (Zie, in dezelfde zin, verslag Merckx-Van Goey, o.c., blz. 32-33.)

Tenslotte weze herhaald dat de Koning in alle gevallen, zelfs die waar de doeleinden van de verwerking door de wet zelf vastgesteld zijn, uit artikel 6, vierde lid, de macht put om aan de verwerking van gevoelige gegevens « bijzondere voorwaarden » te stellen. Zulke besluit kan slechts genomen worden na advies van de Commissie en na beraadslaging in de Ministerraad.

3. De Commissie wenst op te merken dat de wet van 8 december 1992 nog andere bepalingen bevat i.v.m. de verwerking van bepaalde soorten gevoelige gegevens. Die bepalingen zijn terug te vinden, wat de medische persoonsgegevens betreft, in artikel 7 en, wat de gerechtelijke en politieke gegevens betreft, in artikel 8.

Het is niet uitgesloten dat een bepaald gevoelig gegeven, voorkomend in de opsomming van artikel 6, tevens onder toepassing van de artikelen 7 of 8 valt. Zo kan een gegeven m.b.t. het seksueel gedrag betrekking hebben op een misdrijf waarvan de betrokkene wordt verdacht, waarin hij is betrokken of waarvoor hij veroordeeld is, in de zin van artikel 8, § 1, 2° en 3°. In de memorie van toelichting wordt i.v.m. het aangehaalde voorbeeld gesteld dat de verwerking van zulk gegeven mogelijk is « onder de voorwaarden bepaald bij artikel (8) » (o.c., blz. 11). De Commissie wenst hierbij te preciseren dat uit de redactie van de artikelen 6 t.m. 8 volgt dat, indien een gegeven gelijktijdig onder de toepassing van artikel 6 en van de artikelen 7 of 8 valt, de beide betrokken bepalingen cumulatief van toepassing zijn.

4. Tenslotte wenst de Commissie te onderstrepen dat artikel 6 in geen dele afbreuk doet aan de overige bepalingen van de wet van 8 december 1992.

Gevoelige gegevens mogen aldus, volgens artikel 5, slechts worden verwerkt voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden, en mogen niet worden gebruikt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden; zij dienen verder, uitgaande van die doeleinden, toereikend, terzake dienend en niet overmatig te zijn. Hieruit vloeit o.m. voort dat, ook als een verwerking van gegevens geschiedt voor een door of krachtens de wet vastgesteld doel, niettemin slechts die gevoelige gegevens verwerkt mogen worden die voor het verwezenlijken van dat doel pertinent zijn en die met dat doel niet onevenredig zijn.

Uiteraard zijn op de verwerking van gevoelige gegevens ook de bepalingen van toepassing i.v.m. de rechten van de betrokken persoon (artikelen 4 en 9 t.m. 13) en i.v.m. de verplichtingen van de houder van het bestand (artikelen 16, 17 en 19).

b) Europees Verdrag tot bescherming van de personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens

5. In zoverre het gaat om een geautomatiseerde verwerking, dient rekening te worden gehouden met de bepalingen van het Europees Verdrag tot bescherming van de personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, opgemaakt te Straatsburg op 28 januari 1981. Dit verdrag is goedgekeurd door de Kamer op 7 maart 1991 en door de Senaat op 25 april 1991. De Commissie meent dat de bepalingen van dit verdrag maatgevend zijn, ook al is de goedkeuringswet op dit ogenblik nog niet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

L'article 6 de la Convention dispose entre autres que les données à caractère personnel révélant l'origine raciale, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres convictions, ainsi que les données à caractère personnel relatives à la santé ou à la vie sexuelle, ne peuvent être traitées automatiquement à moins que le droit interne ne prévoient des garanties appropriées. Selon l'article 9, il est possible de déroger à cette disposition, pour autant que cette dérogation soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire dans une société démocratique :

a) à la protection de la sécurité de l'Etat, à la sûreté publique, aux intérêts monétaires de l'Etat ou à la répression des infractions pénales, ou

b) à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

La Commission estime que l'article 6 de la loi, complété par l'arrêté qui doit être pris en application de cette disposition, prévoit les garanties adéquates exigées par l'article 6 de la Convention.

c) Proposition de directive du Conseil des Communautés européennes relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

6. Dans l'appréciation de la problématique des données sensibles, il faut prêter attention à la proposition de directive du Conseil des Communautés européennes relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Le 16 octobre 1992, la Commission présentait une proposition modifiée (COM (92) 422 final.-SYN 287, J.O.C.E. n° C 311 du 27 novembre 1992, p. 30).

L'article 8 de la proposition modifiée détermine que les Etats membres doivent, en principe, interdire le traitement des données qui ont trait à l'origine raciale ou ethnique, l'opinion politique, les convictions religieuses, philosophiques ou morales, l'appartenance syndicale, ainsi que les données relatives à la santé et à la vie sexuelle. Cependant, des exceptions doivent être prévues pour le cas où l'intéressé a donné son consentement par écrit à un tel traitement, pour le traitement de données concernant les membres et les correspondants d'une fondation ou d'une association à caractère politique, philosophique, religieux ou syndical, ou si les conditions dans lesquelles un traitement est effectué ne portent manifestement pas atteinte à la vie privée et aux libertés.

En outre, les Etats membres peuvent encore prévoir des dérogations, au cas par cas, pour des motifs importants d'intérêt général.

#### B. Droit comparé

7. En guise de préparation du présent avis, la Commission a étudié les réglementations qui sont d'application en matière de données sensibles dans certains pays voisins, à savoir, la France et les Pays-Bas.

En France, l'article 31 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dispose, qu'en principe, il est interdit de traiter de façon automatisée des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes. Il est possible de déroger à cette interdiction dans le cas où l'intéressé donne son accord exprès, concernant des registres de membres et de correspondants d'églises et de groupements à caractère religieux, philosophique, politique ou syndical ou pour des motifs d'intérêt général. Apparemment, cette disposition constitue la base de la rédaction de l'article 8 précité de la proposition modifiée de directive européenne.

Aux Pays-Bas, l'article 7 de la « Wet Persoonsregistraties » (« WPR » du 28 décembre 1988), dispose qu'une mesure générale d'administration détermine les règles relatives à l'enregistrement, lors de l'enregistrement de personnes, entre autres de données à caractère personnel ayant trait à la religion ou à l'opinion philosophique, aux origines raciales ou aux opinions politiques, à la vie sexuelle ou au comportement intime des personnes. Entre-temps, ces règles ont été fixées par un arrêté du 19 février 1993 (« Besluit gevoelige gegevens »).

Le modèle français contient donc un nombre de règles très générales dont la portée concrète doit être déterminée plus précisément au cas par cas. Le modèle des Pays-Bas, par contre, contient une réglementation générale assez détaillée, élaborée dans un arrêté pris en exécution de la loi. Etant donné que ce dernier modèle rencontre le but qui est également à la base de l'article 6 de la loi belge du 8 décembre 1992, la Commission s'est inspirée dans une large mesure de l'arrêté concernant les données sensibles ainsi que de la notice explicative accompagnant cet arrêté (Stb. 1993, 158), et de l'avis « WGAG/1991/1 » de la Registratiekamer, du 11 janvier 1991 relatif au projet ayant donné lieu à l'arrêté précité.

Artikel 6 van het Verdrag bepaalt o.m. dat persoonsgegevens waaruit de raciale afkomst, de politieke overtuiging, de godsdienstige of andere levensbeschouwing blijkt, evenals de persoonsgegevens met betrekking tot de gezondheid of het seksueel gedrag, niet automatisch verwerkt mogen worden, tenzij het interne recht passende waarborgen biedt. Volgens artikel 9 mag van die bepaling afgeweken worden, voor zover de afwijking bij de wet is voorzien en een maatregel vormt, die in een democratische samenleving noodzakelijk is ten behoeve van :

a) de bescherming van de veiligheid van de Staat, de openbare veiligheid, de monetaire belangen van de Staat of de bestraffing van strafrechtelijke inbreuken, of

b) de bescherming van de betrokken persoon en van de rechten en vrijheden van anderen.

De Commissie meent dat artikel 6 van de wet, aangevuld met het ter uitvoering van die bepaling te nemen besluit, voorziet in de passende waarborgen welke bij artikel 6 van het Verdrag vereist worden.

c) Voorstel van richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de behandeling van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens

6. Bij de beoordeling van de problematiek van de gevoelige gegevens dient enige aandacht besteed te worden aan het voorstel van richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de behandeling van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens. Een gewijzigd voorstel werd op 16 oktober 1992 door de Commissie ingediend (COM (92) 422 def. -SYN 287, PB nr. C 311 van 27 november 1992, blz. 30).

Artikel 8 van het gewijzigd voorstel bepaalt dat de lid-staten de verwerking van gegevens die betrekking hebben op de raciale of de etnische afkomst, de politieke gezindheid, de godsdienstige, levensbeschouwelijke of morele overtuigingen, het aangesloten zijn bij een vakvereniging, alsook van gegevens die de gezondheid en het seksuele gedrag betreffen, in beginsel moeten verbieden. Uitzonderingen moeten echter bestaan voor het geval waarin de betrokkene met zulke verwerking schriftelijk heeft ingestemd, voor de verwerking van gegevens m.b.t. de leden en correspondenten van een stichting of vereniging op politieke, levensbeschouwelijke, godsdienstige of syndicale basis, of wanneer de omstandigheden waaronder de verwerking geschiedt, kennelijk geen inbreuk maken op de persoonlijke levenssfeer en de vrijheden.

Verder kunnen de lid-staten nog geval per geval, om redenen van zwaarwegend algemeen belang, in afwijkingen voorzien.

#### B. Rechtsvergelijking

7. Ter voorbereiding van het voorliggende advies heeft de Commissie de regelingen bestudeerd die m.b.t. de gevoelige gegevens van toepassing zijn in bepaalde buurlanden, met name Frankrijk en Nederland.

In Frankrijk bepaalt artikel 31 van de wet nr. 78-17 van 6 januari 1978 « relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés » dat het in beginsel verboden is gegevens automatisch te verwerken, die rechtstreeks of onrechtstreeks doen blijken van de raciale afkomst, de politieke, levensbeschouwelijke of godsdienstige overtuiging of de syndicale aanhorigheid van de personen. Uitzonderingen op dit verbod zijn mogelijk in geval van uitdrukkelijke toestemming van de betrokkene, met betrekking tot registers van leden en correspondenten van kerken en groeperingen op godsdienstige, levensbeschouwelijke, politieke of syndicale basis, en om redenen van algemeen belang. Deze bepaling ligt kennelijk ten grondslag aan de redactie van het hiervoor genoemde artikel 8 van het gewijzigd voorstel van Europese richtlijn.

In Nederland bepaalt artikel 7 van de Wet Persoonsregistraties (wet van 28 december 1988) dat bij algemene maatregel van bestuur regels gesteld worden inzake het opnemen in een persoonsregistratie van o.m. persoonsgegevens betreffende iemands godsdienst of levensopvatting, ras, politieke gezindheid, seksualiteit of intiem levensgedrag. Die regels zijn inmiddels vastgesteld bij besluit van 19 februari 1993 (« Besluit gevoelige gegevens »).

Het Franse model bevat aldus een stel zeer algemene regels, waarvan de concrete draagwijdte geval per geval nader bepaald moet worden. Het Nederlandse model daarentegen bevat een vrij gedetailleerde, algemene regeling, uitgewerkt in een besluit genomen ter uitvoering van de wet. Aangezien dit laatste model beantwoordt aan de opzet die ook aan artikel 6 van de Belgische wet van 8 december 1992 ten grondslag ligt, heeft de Commissie zich in hoge mate laten inspireren door het Besluit gevoelige gegevens, alsmede door de daarbij horende nota van toelichting (Stb. 1993, 158) en door het advies nr. WGAG/1991/1 van de Registratiekamer d.d. 11 januari 1991 over het ontwerp dat tot het genoemde besluit heeft geleid.

### III. Champ d'application de la réglementation en projet :

#### A. Données directement et indirectement sensibles

8. L'arrêté royal à prendre en application de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992, doit comprendre des dispositions ayant trait au traitement de données à caractère personnel « relatif aux » caractéristiques visées à l'article 6.

A l'exemple des Pays-Bas, la Commission estime utile de faire une distinction entre des données directement sensibles et des données indirectement sensibles. (Voir notice explicative accompagnant l'arrêté « Besluit gevoelige gegevens » ci-après « B.G.G. », Stb, 1993, 158, p. 6-7.)

Des données directement sensibles sont celles qui, telles quelles, ont trait aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, à l'appartenance syndicale ou mutualiste. Sont également directement sensibles, les données qui ne donnent pas d'information sur les caractéristiques précitées telles quelles mais qui ont quand même un caractère sensible, vu le traitement où elles apparaissent. Comme exemple, on peut citer un fichier comprenant des inormations: soi-disant « neutres » sur des personnes qui ont comme point commun la même opinion religieuse (cf Conseil d'Etat français, 5 juin 1987, Kaberseli, Rec., 1987, 205).

De telles données directement sensibles ne pourraient être traitées que dans les conditions qui seront déterminées dans l'arrêté en projet. Les règles en cette matière doivent être d'application, non seulement si la donnée fait l'objet d'une recherche et d'un enregistrement intentionnels, mais également si une caractéristique sensible surgit plutôt par hasard, sous la forme d'une caractéristique ayant un contenu neutre pour d'autres personnes, ou dans d'autres circonstances. Comme exemples de traitement d'une telle donnée sensible incidente, on peut citer : la mention, sur un extrait de compte, d'un paiement, effectué par une mutuelle à l'un de ses membres, l'enregistrement de la mention, dans un registre d'une société qui s'occupe de l'encaissement de créances impayées, que le débiteur reçoit un revenu de remplacement, versé mensuellement par une mutuelle déterminée.

Des données indirectement sensibles sont des données dont on ne peut ni déduire immédiatement le caractère sensible, ni le déduire d'après le traitement dans lequel elles sont enregistrées. Tout au plus, on peut déduire de telles données une certaine indication dans la direction de l'une ou l'autre caractéristique sensible. La Commission emprunte ici un exemple d'enregistrement cité dans la notice explicative accompagnant l'arrêté des Pays-Bas concernant les données sensibles, où il s'agit de l'enregistrement, dans le fichier d'un diététicien concernant les habitudes alimentaires de tous ses patients, qu'une personne déterminée mange « cascher ».

Selon la Commission de telles données indirectement sensibles ne tombent pas sous l'application de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 et ne nécessitent donc pas une réglementation plus précise. Cependant, si le gouvernement estimait que ces données tombent sous l'application de l'article 6, il suffirait de disposer dans chaque cas qu'elles peuvent être traitées, dans la mesure où les autres dispositions de la loi sont respectées.

#### B. Enregistrement et conservation de données sensibles, et utilisation de telles données

9. L'article 6, 3e alinéa de la loi du 8 décembre 1992 détermine que le libellé du premier alinéa ne contient pas d'interdiction pour les associations de fait ou les associations dotées de la personnalité juridique de « tenir » un fichier de leurs propres membres. Lors de la discussion parlementaire on insista pour que cette autorisation soit limitée à la « tenue d'un fichier », et qu'en ce qui concerne l'utilisation des données visées, en particulier, leur publication ou diffusion, il soit tenu compte des autres dispositions de la loi, plus particulièrement celles de l'article 5 (finalité, pertinence, proportionnalité) (rapport Merckx-Van Goey, o.c., p. 33).

La Commission estime que l'option exprimée ainsi au 3e alinéa, peut être généralisée dans l'arrêté en projet. Suivant l'exemple des Pays-Bas, il conviendrait de recommander dans cet arrêté des règles pour l'enregistrement et la conservation de données sensibles, et de stipuler pour le surplus que l'utilisation de données enregistrées de façon légitime est autorisée, pour autant que les dispositions de la loi soient respectées (notice explicative accompagnant l'arrêté « BGG », o.c. p. 5).

Dans la discussion qui suit, les réflexions n'ont trait qu'à l'enregistrement et à la conservation de données sensibles.

### III. Toepassingsgebied van de te ontwerpen regeling :

#### A. Rechtstreeks en onrechtstreeks gevoelige gegevens

8. Het koninklijk besluit, te nemen met toepassing van artikel 6 van de wet van 8 december 1992, dient bepalingen te bevatten i.v.m. de verwerking van persoonsgegevens « met betrekking tot » de in artikel 6 bedoelde eigenschappen.

De Commissie acht het nuttig om, naar het Nederlandse voorbeeld, een onderscheid te maken tussen rechtstreeks en onrechtstreeks gevoelige gegevens. (Zie nota van toelichting bij het Besluit gevoelige gegevens, hierna BGG, Stb, 1993, 158, blz. 6-7.)

Rechtstreeks gevoelige gegevens zijn gegevens die als zodanig betrekking hebben op ras, etnische afstamming, sexueel gedrag, overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, of lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds. Rechtstreeks gevoelig zijn eveneens de gegevens die weliswaar uit zichzelf geen informatie verschaffen over de hiervoor genoemde kenmerken, maar die, gelet op de verwerking waarin zij voorkomen, toch een gevoelig karakter hebben. Als voorbeeld kan hier genoemd worden een bestand bevattend zogezegd « neutrale » inlichtingen over personen die allen als gemeenschappelijk kenmerk hebben dat zij tot een bepaalde geloofsovertuiging behoren (vgl. Franse « Conseil d'Etat », 5 juni 1987, Kaberseli, Rec., 1987, 205).

Dergelijke rechtstreeks gevoelige gegevens zouden slechts verwerkt mogen worden onder de voorwaarden die in het te ontwerpen besluit bepaald zullen worden. De regels ter zake dienen van toepassing te zijn, niet enkel als het gevoelig gegeven voorwerp is van een welbewuste opsporing en registratie, maar ook als een gevoelig kenmerk eerder toevallig opduikt, als verschijningsvorm van een kenmerk dat bij andere personen of in andere omstandigheden een neutrale inhoud heeft. Als voorbeelden van verwerking van zulk incidenteel gevoelig gegeven kunnen genoemd worden : de vermelding, op een rekeninguittrek, van een betaling door een ziekenfonds aan een van haar leden; de opneming, in een register van een vennootschap welke zich bezighoudt met de inning van niet-betaalde schuldvorderingen, van de vermelding dat de schuldenaar een vervangingsinkomen ontvangt, maandelijks uitgekeerd door een bepaald ziekenfonds.

Onrechtstreeks gevoelige gegevens zijn gegevens waaruit het gevoelig karakter niet zonder meer afgeleid kan worden, ook niet in verband met de verwerking waarin zij zijn opgenomen. Hoogstens kan uit zulke gegevens een bepaalde aanwijzing in de richting van een of ander gevoelig kenmerk gezien worden. Aan de nota van toelichting bij het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens ontleent de Commissie het voorbeeld van de registratie, in een bestand van een diëtist over de eetgewoonten van al zijn patiënten, dat een bepaalde persoon kosjer eet.

Dergelijke onrechtstreeks gevoelige gegevens vallen, naar het oordeel van de Commissie, niet onder toepassing van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 en behoeven dus geen nadere regulering. Indien de regering van oordeel zou zijn dat die gegevens wel onder toepassing van artikel 6 vallen, zou het in elk geval volstaan dat te hunnen aanzien bepaald wordt dat de verwerking ervan toegelaten is, voor zover voldaan wordt aan de overige bepalingen van de wet.

#### B. Registratie en bewaring van gevoelige gegevens, en gebruik van zulke gegevens

9. Artikel 6, derde lid, van de wet van 8 december 1992 bepaalt dat het bepaalde in het eerste lid voor feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid niet het verbod inhoudt om een bestand van hun eigen leden « bij te houden ». Tijdens de parlementaire bespreking is benadrukt dat die machtiging beperkt is tot het « houden van een bestand », en dat voor het gebruik van de bedoelde gegevens, i.h.b. de publicatie of de verspreiding ervan, rekening gehouden moet worden met de overige bepalingen van de wet, meer bepaald die van artikel 5 (finaliteit, pertinentie, evenredigheid) (verslag Merckx — Van Goey, o.c., blz. 33).

De Commissie meent dat de aldus in het derde lid tot uitdrukking gebrachte optie in het te nemen besluit verafgebeeld mag worden. Naar het Nederlands voorbeeld zou het aanbeveling verdienen in het te nemen besluit regels te stellen m.b.t. de registratie en de bewaring van gevoelige gegevens, en voor het overige te bepalen dat het gebruik van rechtmatig geregistreerde gegevens toegelaten is, voor zover voldaan wordt aan de bepalingen van de wet (nota van toelichting bij het BGG, o.c., blz. 5).

In de hiernavolgende bespreking hebben de beschouwingen enkel betrekking op de registratie en de bewaring van gevoelige gegevens.

## IV. Contenu de la réglementation en projet :

## A. Structure

10. Comme la Commission l'a déjà signalé, un arrêté pris en application de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 peut déterminer les finalités pour lesquelles le traitement de données sensibles est autorisé. Un tel arrêté peut également fixer les conditions auxquelles est soumis un tel traitement, peu importe que ce traitement soit autorisé en vertu du même arrêté ou en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire.

La Commission est consciente de ce que les règles à fixer ainsi, doivent avoir un niveau suffisamment général et abstrait que pour être applicables à un nombre indéterminable de cas. D'autre part, il faut, dans la mesure du possible, essayer de donner aux maîtres de fichiers des règles qui prescrivent concrètement ce qu'ils doivent faire dans une situation déterminée, notamment, si une donnée sensible déterminée peut être enregistrée et conservée ou non.

La Commission pense à ce sujet, que l'arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles contient un compromis remarquable entre des règles générales et des dispositions concrètes. Cet arrêté part à juste titre du point de vue selon lequel « la décision d'enregistrer une donnée sensible ... (est) toujours le résultat de la pondération de l'intérêt de l'enregistrement par rapport à celui du non-enregistrement, compte tenu des atteintes éventuelles à la vie privée. Des données ne peuvent être reprises dans un enregistrement de personnes que s'il n'est pas porté atteinte à la vie privée de l'intéressé de façon disproportionnée » (notice explicative, o.c., p. 9). Afin de développer cette idée de base, l'arrêté comprend d'une part des dispositions concrètes ayant trait à des catégories spécifiques de données sensibles (articles 2 à 7 inclus) et d'autre part, une disposition ayant un champ d'application général (article 8). Dans les dispositions particulières, « l'auteur de l'arrêté a indiqué spécifiquement quand et sous quelles conditions l'enregistrement des données en question est autorisé. Dans ces cas concrets, l'auteur de l'arrêté a déjà pondéré l'intérêt de l'enregistrement des données d'une part, par rapport à l'intérêt de la protection de la vie privée de la personne enregistrée, d'autre part » (o.c., l.c.). La disposition générale règle des situations qui ne peuvent pas être reprises sous une des dispositions particulières. Puisque cette disposition résiduaire est plus générale, elle se limite à détailler les critères d'évaluation qui, ensuite, doivent être appliqués concrètement au cas par cas (o.c., p. 10).

La Commission veut se rallier dans les grandes lignes à l'exemple des Pays-Bas. Par conséquent, elle prend dans la discussion ci-après les dispositions de l'Arrêté relatif aux données sensibles comme point de départ.

11. Cependant, la Commission propose de s'éloigner du modèle des Pays-Bas sur quelques points. Premièrement, la Commission considère qu'il est souhaitable que dans l'arrêté en projet, la disposition générale précède les dispositions particulières, pour indiquer clairement que la disposition générale constitue « le cœur de la ... réglementation », comme la Registratiekamer l'avait déjà souligné (avis « WGAG/1991/1 du 11 janvier 1991, § 5). En plus, la Commission considère que les dispositions particulières ne doivent pas seulement contenir des règles concernant la nature spécifique de la donnée, mais dans certains cas, également des règles adaptées à la finalité spécifique pour laquelle la donnée est enregistrée et conservée.

Tenant compte de ce qui précède, la Commission propose que, dans l'arrêté en projet, les conditions du traitement soient reprises en 3 chapitres avec le contenu suivant : dispositions générales, dispositions particulières ayant trait à la nature des données sensibles traitées; dispositions particulières ayant trait aux finalités pour lesquelles des données sensibles peuvent être traitées.

La teneur de ce que ces chapitres pourraient contenir, sera plus amplement discutée ci-après.

## B. Dispositions générales

12. L'article 8, alinéa 1er de l'Arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles comprend six dispositions (a à f inclus) qui contiennent chacune des critères de pondération généraux.

Une de ces dispositions (l'alinéa 1er, e) peut être considérée comme ayant trait à une finalité spécifique d'un traitement (« recherches scientifiques ou statistiques »), et doit donc être reprise dans les dispositions particulières. D'après la Commission, plusieurs des autres dispositions pourraient être reprises dans le droit belge, bien qu'elles devraient être adaptées à la spécificité de la loi du 8 décembre 1992.

## IV. Inhoud van de te ontwerpen regeling :

## A. Structuur

10. Zoals de Commissie hiervoor reeds heeft opgemerkt, kan een met toepassing van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 genomen besluit doeleinden bepalen waarvoor de verwerking van gevoelige gegevens toegestaan is. Zulk besluit kan ook de voorwaarden bepalen waaraan zulke verwerking onderworpen is, ongeacht of die verwerking krachtens datzelfde besluit dan wel krachtens een andere bepaling van wettelijke of verordende aard toegelaten is.

De Commissie is zich ervan bewust dat de aldus te bepalen regels een voldoende graad van algemeenheid en abstractie moeten bezitten om op een onbepaalbaar aantal gevallen toegepast te kunnen worden. Anderzijds moet er, in de mate van het mogelijke, naar gestreefd worden om de houders van een bestand regels ter hand te stellen die concreet voorschrijven wat in een bepaalde situatie dient te gebeuren, met name of een bepaald gevoelig gegeven al dan niet geregistreerd en bewaard mag worden.

De Commissie meent dat een opmerkelijk compromis tussen algemene regels en concrete voorschriften bereikt werd in het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens. Dit besluit gaat er terecht van uit dat « de beslissing om een gevoelig gegeven op te nemen... steeds een resultante (is) van de afweging van het belang van opnemings tegenover dat van niet-opnemings, gelet op de mogelijke inbreuken op de persoonlijke levenssfeer. Gegevens mogen slechts in een persoonsregistratie worden opgenomen indien de persoonlijke levenssfeer van de betrokkene daardoor niet onevenredig wordt geschaad » (nota van toelichting, o.c., blz. 9). Ter uitwerking van deze basisidee bevat het besluit enerzijds concrete voorschriften i.v.m. specifieke categorieën van gevoelige gegevens (artikelen 2 t.m. 7) en anderzijds een bepaling met een algemeen toepassingsgebied (artikel 8). In de bijzondere bepalingen « heeft (de besluitgever) specifiek aangegeven wanneer en onder welke voorwaarden het opnemen van de desbetreffende gegevens mogelijk is. In deze concrete gevallen heeft de besluitgever reeds een afweging gemaakt van het belang van de opnemings van gegevens enerzijds en het belang van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de geregistreerde anderzijds » (o.c., l.c.). In de algemene bepaling worden toestanden geregeld die niet ondergebracht kunnen worden onder een van de bijzondere bepalingen; doordat die residuaire bepaling van meer algemene aard is, dient zij zich te beperken tot het expliciteren van de afwegingscriteria, welke dan verder geval per geval concreet toegepast moeten worden (o.c., blz. 10).

De Commissie wil zich in grote lijnen bij het Nederlandse voorbeeld aansluiten. In de hiernavolgende bespreking neemt zij de bepalingen van het besluit gevoelige gegevens dan ook als uitgangspunt.

11. Op een aantal punten stelt de Commissie echter voor om van het Nederlandse model af te wijken. In de eerste plaats acht de Commissie het wenselijk dat de algemene bepaling in het te ontwerpen besluit vóór de bijzondere bepalingen geplaatst wordt, om duidelijk te maken, zoals de Registratiekamer reeds benadrukte, dat de algemene bepaling « het hart van de ... regeling » is (advies nr. WGAG/1991/1 van 11 januari 1991, § 5). Verder meent de Commissie dat de bijzondere bepalingen niet enkel voorschriften dienen te bevatten welke verband houden met de specifieke aard van het gegeven, maar dat zij in bepaalde gevallen ook regels kunnen bevatten, afgestemd op het specifieke doel waarvoor het gegeven geregistreerd en bewaard wordt.

Rekening houdend met het voorgaande, stelt de Commissie voor dat de voorwaarden voor de verwerking in het te nemen besluit zouden ondergebracht worden in drie hoofdstukken, met de volgende inhoud : algemene bepalingen; bijzondere bepalingen i.v.m. de aard van de verwerkte gevoelige gegevens; bijzondere bepalingen i.v.m. de doeleinden waarvoor gevoelige gegevens verwerkt kunnen worden.

De inhoud van wat die hoofdstukken zouden kunnen bevatten, wordt hierna nader besproken.

## B. Algemene bepalingen

12. Artikel 8, lid 1, van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens bevat zes bepalingen (a t.m. f) die telkens algemene afwegingscriteria bevatten.

Een van die bepalingen (lid 1, e) kan beschouwd worden als betrekking hebbend op een specifiek doel van een verwerking (« wetenschappelijk onderzoek of statistiek »), en verdient daarom een plaats onder de bijzondere bepalingen. Verscheidene van de overige bepalingen lenen zich, naar het oordeel van de Commissie, voor overname in het Belgisch recht, zij het dat zij enige aanpassing aan de specificiteit van de wet van 8 december 1992 behoeven.

Par conséquent, la Commission propose d'insérer dans l'arrêté en projet la disposition suivante :

« Sans préjudice des dispositions des articles ... à ... inclus (dispositions particulières), des données à caractère personnel, telles que visées à l'article ... peuvent être enregistrées et conservées dans un traitement pour autant que :

a) cela soit nécessaire pour respecter une obligation imposée par le droit des gens, une loi, un décret ou une ordonnance ou qui soit nécessaire pour poursuivre des finalités fixées en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance avant l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

b) cela soit nécessaire pour prendre une décision ou pour effectuer une prestation demandée ou revendiquée par l'intéressé;

c) cela soit fait avec le consentement exprès et écrit de l'intéressé et soit nécessaire au but de l'enregistrement et de la conservation. »

La disposition ainsi proposée ne reprend pas non plus, hormis l'alinéa précité concernant les recherches scientifiques et les statistiques, deux autres alinéas de l'article 8 de l'arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles. Le premier concerne le cas où le traitement de données sensibles est nécessaire en vue d'un intérêt important de la personne enregistrée, sauf si cette dernière s'y est opposée par écrit (alinéa 1er, d); cette disposition est surtout importante pour le traitement de données médicales, qui, en Belgique, sont reprises dans une disposition particulière (article 7 de la loi du 8 décembre 1992). Le deuxième alinéa qui n'est pas repris, concerne le cas où le traitement de données sensibles est nécessaire en vue d'intérêts importants du maître du fichier et où il n'est pas porté atteinte de façon disproportionnée à la vie privée de l'intéressé (alinéa 1er, f); la Commission considère qu'une telle disposition est incompatible avec la condition reprise à l'article 6, premier alinéa de la loi du 8 décembre 1992, qui dispose en effet que la détermination des finalités pour le traitement de données sensibles n'est pas déléguée au maître du fichier.

La Commission estime utile de donner une brève explication accompagnant chaque partie de l'article, tel que formulé ci-dessus.

13. L'alinéa a de l'article proposé concerne le respect d'une obligation légale.

Pour autant que cette disposition autorise le traitement de données sensibles pour des finalités fixées « par la loi », elle n'ajoute en fait rien à l'article 6, premier alinéa de la loi du 8 décembre 1992. La Commission considère que dans l'arrêté royal qui doit être pris en application de l'article 6 de cette loi, il faut également reconnaître que des données sensibles peuvent être traitées quand ce traitement constitue un moyen nécessaire pour remplir une obligation qui résulte directement d'une action du droit des gens, d'un décret ou d'une ordonnance. Ainsi résout-on le problème de compétence qui se pose à propos des Communautés et Régions (cf rapport Merckx-Van Goey, o.c., p. 33).

Le deuxième morceau de phrase de l'alinéa a concerne le traitement de données sensibles aux fins déterminées en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. Pour autant qu'il s'agisse de finalités déterminées en vertu d'une loi fédérale, la Commission doit émettre un avis préalable (article 6, deuxième alinéa de la loi du 8 décembre 1992). Pour assurer la sécurité juridique, la Commission pense qu'il est souhaitable de déterminer que les possibilités de dérogation autorisées par le passé, en vertu de la loi, soient maintenues (voir supra, n° 2). De même, la Commission estime qu'il est raisonnable de prendre une position identique à l'égard de possibilités de dérogations accordées par le passé en vertu d'un décret ou d'une ordonnance.

Quant à l'avenir, les dispositions de l'article 6, deuxième alinéa, éventuellement cumulées à celles du quatrième alinéa (voir supra, n° 2), seront intégralement applicables : des dérogations qui ne résultent pas de la loi même ne seront plus accordées qu'en vertu de la loi (fédérale, et donc pas en vertu d'un décret ou d'une ordonnance), avec avis préalable de la Commission.

L'application de l'alinéa a permettra par exemple aux institutions de sécurité sociale et aux employeurs de traiter des données concernant l'appartenance syndicale ou mutualiste des assurés sociaux respectivement des employés, ou aux écoles de traiter des données concernant le cours de religion ou de morale choisi par les parents.

14. L'alinéa b de l'article proposé concerne la prise d'une décision ou l'exécution d'une prestation effectuée à la demande de l'intéressé même, ou qu'il revendique.

De Commissie stelt dan ook voor een algemene bepaling in het te ontwerpen besluit op te nemen, luidend als volgt :

« Onverminderd het bepaalde in de artikelen... tot en met... (bijzondere bepalingen), mogen persoonsgegevens als bedoeld in artikel ... in een verwerking worden geregistreerd en bewaard voor zover :

a) dit noodzakelijk is ter nakoming van een volkenrechtelijke of bij wet, decreet of ordonnantie opgelegde verplichting, dan wel noodzakelijk is tot het nastreven van doeleinden die krachtens een wet, decreet of ordonnantie zijn vastgesteld vóór de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

b) dit noodzakelijk is met het oog op het nemen van een beslissing of het verrichten van een prestatie welke door de betrokkene is gevraagd of waarop hij aanspraak maakt;

c) dit geschiedt met bijzondere schriftelijke toestemming van de betrokkene en noodzakelijk is voor het doel van de registratie en de bewaring. »

De aldus voorgestelde bepaling neemt, buiten het hiervoor reeds genoemde lid i.v.m. het wetenschappelijk onderzoek en de statistiek, nog twee andere leden uit artikel 8 van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens niet op. Het eerste betreft het geval waar de verwerking van gevoelige gegevens noodzakelijk is met het oog op een gewichtig belang van de geregisteerde, tenzij deze hiertegen schriftelijk bezwaar heeft gemaakt (lid 1, d); deze bepaling is vooral van belang voor de verwerking van medische gegevens, welke in België echter onder een bijzondere regeling vallen (artikel 7 van de wet van 8 december 1992). Het tweede niet-overgenomen lid betreft het geval waar de verwerking van gevoelige gegevens noodzakelijk is met het oog op gewichtige belangen van de houder van het bestand en de persoonlijke levenssfeer van de betrokkene daardoor niet onevenredig wordt geschaad (lid 1, f); de Commissie is van oordeel dat een dergelijke bepaling niet verenigbaar is met het vereiste van artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992, dat immers inhoudt dat de vaststelling van de doeleinden voor de verwerking van gevoelige gegevens niet aan de houder van het bestand wordt overgelaten.

De Commissie acht het nuttig bij elk van de onderdelen van het artikel, zoals hiervoor geformuleerd, een korte toelichting te geven.

13. Lid a van het voorgestelde artikel betreft het nakomen van een wettelijke verplichting.

In zoverre die bepaling de verwerking van gevoelige gegevens toestaat voor doeleinden vastgesteld « bij wet », voegt zij in feite niets toe aan artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992. De Commissie meent dat in het koninklijk besluit, te nemen met toepassing van artikel 6 van die wet, verder ook erkend moet worden dat gevoelige gegevens verwerkt kunnen worden wanneer zulks een noodzakelijk middel uitmaakt om een verplichting te vervullen, welke rechtstreeks voortvloeit uit een volkenrechtelijke handeling, een decreet of een ordonnantie. Wat de Gemeenschappen en de Gewesten betreft, wordt aldus een oplossing gegeven aan een bevoegdheidsprobleem dat terzake rijst (rdpl. verslag Merckx-Van Goey, o.c., blz. 33).

In het tweede zinsdeel van lid a wordt gehandeld over de verwerking van gevoelige gegevens voor doeleinden bepaald krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie. In zoverre het gaat om doeleinden bepaald krachtens een federale wet, dient de Commissie vooraf advies uit te brengen (art. 6, tweede lid, wet 8 december 1992). Omwille van de rechtszekerheid acht de Commissie het wenselijk dat bepaald wordt dat de in het verleden krachtens de wet verleende afwijkingsmogelijkheden gehandhaafd blijven (zie supra, nr. 2). Meteen meent de Commissie dat het verantwoord is een zelfde houding aan te nemen ten aanzien van afwijkingsmogelijkheden die in het verleden krachtens een decreet of een ordonnantie verleend werden.

Voor de toekomst zullen de bepalingen van artikel 6, tweede lid, eventueel in samenhang met die van het vierde lid (zie supra, nr. 2), onverkort gelden : afwijkingen die niet uit de wet zelf voortvloeien zullen nog enkel verleend kunnen worden krachtens de (federale) wet (en dus niet krachtens een decreet of een ordonnantie), met voorafgaand advies van de Commissie.

Met toepassing van lid a zal het bijvoorbeeld mogelijk zijn voor sociale zekerheidsinstellingen en werkgevers om gegevens i.v.m. het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds van sociaal verzerden resp. werknemers te verwerken, of voor scholen om gegevens i.v.m. het door de ouders gekozen onderricht in godsdienst of levensbeschouwing te verwerken.

14. Lid b van het voorgestelde artikel betreft het nemen van een beslissing of het verrichten van een prestatie welke door de betrokkene zelf is gevraagd of waarop hij aanspraak maakt.

Dans ce cas, l'autorisation de pouvoir traiter les données sensibles découle du fait que le traitement est nécessaire pour pouvoir obtenir un résultat positif pour l'intéressé.

En vertu de l'alinéa b proposé, un employeur pourra par exemple enregistrer des données ayant trait aux opinions religieuses ou philosophiques de ses employés, pour autant que ces données soient nécessaires pour l'octroi automatique d'un cadeau ou d'un jour de congé à l'occasion d'un événement religieux ou moral important dans leur famille. Dans ce contexte, la Commission rappelle qu'à la Chambre des représentants un amendement était proposé ayant pour but de prévoir une possibilité de dérogation explicite pour le traitement de données sensibles « relatives au personnel des entreprises » (amendement n° 37 de Mme Stengers et consorts, Doc. Parl. Chambre, S.E. 1991-92, n° 413-2). Cet amendement fut retiré, après que le Ministre de la Justice ait certifié que le texte existant du futur article 6 offrait déjà les possibilités nécessaires (rapport Merckx-Van Goey, o.c. p. 32-33). L'alinéa b concrétise cette possibilité.

15. L'alinéa c de l'article proposé concerne les cas où l'intéressé lui-même a donné son consentement pour le traitement de données sensibles le concernant. Ce consentement doit se faire par écrit.

Il va de soi que le consentement ne peut être donné qu'après que l'intéressé ait dûment été informé de la finalité du traitement et de la nature des données traitées. Il doit être donné librement et avoir trait à l'enregistrement déterminé d'une donnée bien déterminée. Il doit également pouvoir être retiré à tout moment, même sans effet rétroactif. (Voir à ce sujet l'article 2, g, de la proposition modifiée de directive européenne).

C. Dispositions particulières relatives à la nature des données sensibles traitées.

16. Une première série de données sensibles est constituée par celles ayant trait aux origines raciales et ethniques de l'intéressé.

Comme il ressort des travaux parlementaires de la loi du 8 décembre 1992, une interprétation large doit être attribuée à ces notions. Ainsi, la notion « d'ethnie » ne se réfère pas seulement à une caractéristique anthropologique, mais également à un critère culturel (rapport Vandenberghe, o.c., p. 88).

L'article 3 de l'Arrêté des Pays-Bas concernant les données sensibles permet sans conditions le traitement de données à caractère personnel ayant trait à l'origine raciale. La Commission pense pouvoir se rallier en grande partie à la description des deux cas, et suggère par conséquent de les reprendre également dans l'arrêté en projet.

Le premier cas concerne l'enregistrement de telles données en vue de l'identification de l'intéressé mais seulement pour autant que cela soit inévitable en vue de cette finalité. Dans la notice explicative accompagnant l'arrêté des Pays-Bas, on cite comme exemple d'un tel enregistrement, le cas où un employeur conserve dans un répertoire qui est systématiquement accessible, les cartes d'identification - avec photo - de ses employés : « Puisqu'il est généralement possible de dériver d'une photo l'origine raciale d'un employé, cet enregistrement n'est autorisé que s'il est indispensable en vue de l'identification de l'intéressé » (notice explicative accompagnant l'arrêté « BGG », o.c., p. 16).

Le second cas concerne l'enregistrement de données ayant trait aux origines raciales (et aux origines ethniques) « en vue d'attribuer à des personnes appartenant à un certain groupe de minorité ethnique ou culturelle une position avantageuse afin de supprimer ou réduire des inégalités de fait. » Un enregistrement ayant cette finalité (n°) est autorisé (que) dans la mesure où il est nécessaire à cette finalité et que les données n'aient trait qu'au pays natal de l'intéressé, de ses parents ou de ses grand-parents, l'enregistrement n'est pas autorisé si l'intéressé a formulé des objections à cet égard, par écrit. En Belgique, une politique active pour la promotion de l'égalité des chances appartient également aux missions des autorités (cf. notamment, la définition des tâches du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, reprise à l'article 2 de loi du 15 février 1993 créant le Centre). Dans la mesure où cela s'accompagne d'une politique de préférence et dans la mesure où la conduite d'une telle politique rend un enregistrement de données à caractère personnel nécessaire, l'enregistrement de données ayant trait aux origines raciales et ethniques peut trouver un fondement légal dans la disposition proposée. La Commission n'estime cependant pas nécessaire de limiter l'autorisation aux données ayant trait au pays natal de l'intéressé ou de ses ascendants; elle estime cependant souhaitable d'annuler l'autorisation si l'intéressé lui-même émet des objections.

De machting om de gevoelige gegevens te mogen verwerken vloeit hier voort uit het feit dat die verwerking noodzakelijk is om tot een voor de betrokkene gunstig resultaat te kunnen komen.

Krachtens het voorgestelde lid b zal het bijvoorbeeld voor een werkgever mogelijk zijn om gegevens m.b.t. de religieuze of levensbeschouwelijke overtuiging van zijn werknemers te registreren, in zoverre deze gegevens nodig zijn voor het automatisch toekennen van een geschenk of een dag vrijaf n.a.v. een belangrijke religieuze of levensbeschouwelijke gebeurtenis in hun gezin. In dit verband herinnert de Commissie eraan dat in de Kamer van Volksvertegenwoordigers een amendement was ingediend, ertoe strekkend in een expliciete afwijkingmogelijkheid te voorzien voor de verwerking van gevoelige gegevens « die verband houden met het personeel van ondernemingen » (amendement nr. 37 van Mevr. Stengers e.a., Parl. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 413-2). Dit amendement werd ingetrokken, nadat door de Minister van Justitie verzekerd was dat de bestaande tekst van het latere artikel 6 reeds de nodige mogelijkheden opende (verslag Merckx - Van Goey, o.c., blz. 32-33). Lid b concretiseert die mogelijkheid.

15. Lid c van het voorgestelde artikel betreft de gevallen waarin de betrokkene zelf met de verwerking van hem betreffende gevoelige gegevens heeft ingestemd. Die toestemming dient schriftelijk te gebeuren.

Vanzelfsprekend kan de toestemming pas gegeven worden nadat de betrokkene behoorlijk is ingelicht over het doel van de verwerking en over de aard van de verwerkte gegevens. Zij moet in volle vrijheid gegeven worden, en betrekking hebben op de welbepaalde registratie van een welbepaald gegeven. Zij moet ook op elk ogenblik ingetrokken kunnen worden, zij het zonder retroactief effect. (Zie over dit alles artikel 2, g, van het gewijzigd voorstel van Europese richtlijn).

C. Bijzondere bepalingen in verband met de aard van de verwerkte gevoelige gegevens

16. Een eerste reeks van gevoelige gegevens zijn die welke betrekking hebben op het ras en de etnische afstamming van de betrokkene.

Zoals uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 december 1992 blijkt, moet aan die begrippen een ruime interpretatie toegekend worden. Zo verwijst het begrip « etnie » niet enkel naar een antropologisch kenmerk, maar ook naar een cultureel criterium (verslag Vandenberghe, o.c., blz. 88).

Artikel 3 van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens laat de verwerking van persoonsgegevens i.v.m. het ras in twee gevallen zonder meer toe. De Commissie meent zich bij de omschrijving van die twee gevallen grotendeels te kunnen aansluiten, en suggereert die dan ook in een artikel van het te nemen besluit op te nemen.

Het eerste geval betreft de registratie van zulke gegevens met het oog op de identificatie van de betrokkene, doch enkel voor zover dit met het oog op dit doel onvermijdelijk is. In de nota van toelichting bij het Nederlandse besluit wordt als voorbeeld van zulke registratie gegeven het geval waarbij een werkgever een copie van de met foto's voorzien identiteitspasjes van zijn werknemers bewaart in een kaartenbak die systematisch toegankelijk is : « aangezien van de foto in de regel het ras van de werknemer kan worden afgeleid, is deze registratie ... slechts geoorloofd indien zij onvermijdelijk is met het oog op de identificatie van de betrokken persoon » (nota van toelichting bij het BGG, o.c., blz. 16).

Het tweede geval betreft de registratie van gegevens i.v.m. het ras (en de etnische afstamming) « met het doel personen van een bepaalde etnische of culturele minderheidsgroep een bevoorrechte positie toe te kennen teneinde feitelijke ongelijkheden op te heffen of te verminderen ». Een registratie met dat doel is (slechts) geoorloofd, voor zover zij voor dat doel noodzakelijk is en de gegevens slechts betrekking hebben op het geboorteland van de betrokkene of van diens ouders of grootouders; de registratie is niet geoorloofd, indien de betrokkene daartegen schriftelijk bezwaar gemaakt heeft. Ook in België hoort het voeren van een actief beleid ter bevordering van de gelijkheid van kansen tot de opdrachten van de overheid (zie o.m. de taakomschrijving van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding in artikel 2 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van het Centrum). In de mate dat een voorkeursbeleid gepaard gaat én in zoverre het voeren van zulk beleid de registratie van persoonsgegevens noodzakelijk maakt, kan voor de registratie van gegevens i.v.m. ras en etnische afstamming in de voorgestelde bepaling een rechtsgrond gevonden worden. De Commissie acht het evenwel niet nodig de toelating te beperken tot gegevens i.v.m. het geboorteland van de betrokkene of van diens ascendenten; zij meent daarentegen wel dat het wenselijk is de toelating te doen vervallen als de betrokkene zelf bezwaar maakt.

17. La donnée sensible suivante a trait à la vie sexuelle de l'intéressé. Il s'agit ici d'un des aspects les plus intimes de la vie privée (cf Cour européenne des Droits de l'Homme, le 22 octobre 1981, Dudgeon, Publ. Cour, série A, vol. 45, p. 21, § 52), de sorte qu'il faille faire preuve d'une vigilance particulière.

L'article 5 de l'Arrêté des Pays-Bas concernant les données sensibles autorise l'enregistrement de données ayant trait à la vie sexuelle ou au comportement intime d'une personne, dans la mesure où l'enregistrement est tenu par ou pour (certaines) institutions ou établissements pour les soins de santé ou l'assistance sociale, et dans la mesure où ces données concernent leurs propres patients ou clients. La Commission estime qu'un tel arrangement devrait être repris dans l'arrêté en projet. Elle propose de prendre en considération la limitation de cette autorisation aux hôpitaux et services agréés pour l'assistance sociale, avec pour conséquence que, notamment les soins dans « le circuit alternatif », tomberaient sous l'application des dispositions générales de l'arrêté (cf, dans le même sens, notice explicative accompagnant l'arrêté « BGG », o.c., p. 21).

Il est très important de préciser que l'enregistrement ne peut se rapporter qu'à des données concernant les propres patients ou clients. La tenue de données relatives à la vie sexuelle de tiers, p.e. par des centres qui assistent des victimes d'actes de violence sexuelle, ne peut être justifiée que pour autant que ces données puissent être considérées comme des données ayant trait à leurs propres patients ou clients. Ceci implique que l'information concernant ces tiers suit le sort des données concernant les propres patients ou clients : si ces dernières données disparaissent du traitement, l'information concernant les tiers doit également disparaître. Cela signifie également que l'information concernant les tiers ne peut pas être retrouvée systématiquement sur base d'une clef d'accès concernant ces tiers, mais seulement sur base de la clef concernant les propres patients ou clients.

Enfin, la Commission rappelle que, dans la mesure où une donnée ayant trait à la vie sexuelle est pertinente du point de vue médical, le traitement doit également rencontrer les exigences de l'article 7 de la loi.

18. L'arrêté doit également comprendre des règles ayant trait au traitement de données concernant les opinions ou les activités politiques et concernant les appartenances syndicales ou mutualistes.

L'article 6, troisième alinéa, de la loi du 8 décembre 1992 dispose expressément qu'il n'est pas interdit à une association de fait ou à une association dotée de la personnalité juridique de tenir un fichier de ses propres membres. Cette disposition peut également être invoquée notamment par des partis politiques, des syndicats et des mutuelles. La Commission estime que, suivant l'exemple de l'article 31 de la loi française du 6 janvier 1978 et de l'article 4 de l'Arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles, cette autorisation peut, dans l'arrêté en projet, être étendue à des personnes autres que les seuls membres (cf également le rapport Vandenberghe, o.c., p. 85). Par conséquent, la Commission suggère de déterminer que des partis politiques sont autorisés à traiter des données ayant trait aux personnes qui ont des contacts réguliers avec le parti; cette description, donnée par la Commission nationale de l'informatique et des libertés à la notion de « correspondants », au sens de l'article 31 de la loi française, ne s'applique pas aux personnes qui adressent une lettre à un parti, qui demandent une intervention ou versent une contribution à la caisse du parti (CNIL, 6ème rapport d'activité (1985), p. 152); des données ayant trait à ces personnes ne peuvent être traitées que dans la mesure où l'on peut trouver une justification dans les dispositions générales de l'arrêté en projet.

La Commission pense également qu'il est permis de traiter des données ayant trait aux opinions politiques et aux appartenances syndicales ou mutualistes, en vue des relations publiques du maître du fichier, c-à-d pour entamer et entretenir des relations avec des personnages publics, afin d'obtenir ou de garder une image favorable de l'organisation du maître du fichier. Dans la mesure où les données en question ne se rapportent pas à la fonction ou à la profession exercée (ou qui fut exercée) par les intéressés, après élection ou nomination, il s'agit, à vrai dire, de données indirectement sensibles, qui, selon la Commission, ne tombent pas sous l'application de l'article 6 de la loi. L'autorisation visée ici devrait cependant être limitée à des données concernant des personnages publics; il faudra décider au cas par cas si une personne correspond à cette qualification. La Commission considère que le fait qu'une personne exerce une profession ou une fonction publique, constitue une indication importante dans cette direction.

Un problème spécifique se pose quant au traitement de données ayant trait aux administrateurs d'un syndicat ou d'une mutuelle. Ces administrateurs siègent dans des organes de gestion d'institu-

17. Het volgende gevoelig gegeven heeft betrekking op het seksueel gedrag van de betrokkene. Het gaat hier om een van de meest intieme aspecten van het privé-leven (zie Europees Hof voor de Rechten van de Mens, 22 oktober 1981, Dudgeon, Publ. Cour, reeks A, vol. 45, p. 21, § 52), zodat een bijzondere waakzaamheid aan de dag gelegd moet worden.

Artikel 5 van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens laat de registratie van gegevens betreffende iemands seksualiteit of intiem levensgedrag toe, voor zover de registratie gehouden wordt door of ten behoeve van (bepaalde) instellingen of voorzieningen voor gezondheidszorg of maatschappelijke dienstverlening, en voor zover deze gegevens de eigen patiënten of cliënten betreffen. De Commissie meent dat een gelijkaardige regeling in het te remen besluit opgenomen zou moeten worden. Zij geeft in overweging de aldus gegeven toelating te beperken tot erkende ziekenhuizen en erkende diensten voor maatschappelijke dienstverlening, met als gevolg dat o.m. de zorgverlening in het « alternatieve circuit » onder toepassing van de algemene bepalingen van het besluit zou vallen (zie, in dezelfde zin, nota van toelichting bij het BGG, o.c., blz. 21).

Zeer belangrijk is de precisering dat de registratie slechts mag slaan op gegevens betreffende eigen patiënten of cliënten. Het houden van gegevens over het seksueel gedrag van derden, bijvoorbeeld door centra die slachtoffers van seksueel geweld bijstaan, kan slechts verantwoord zijn voor zover die gegevens beschouwd kunnen worden als gegevens die betrekking hebben op de eigen patiënten of cliënten. Dit betekent dat de informatie m.b.t. die derden het lot volgt van de gegevens m.b.t. de eigen patiënten of cliënten: indien die laatste gegevens uit de verwerking verdwijnen, moet ook de informatie m.b.t. de derden verdwijnen. Dit betekent verder, ook dat de informatie omtrent de derden niet systematisch teruggevonden mag worden op basis van een toegangssleutel die op die derden betrekking heeft, maar enkel op basis van de sleutel m.b.t. de eigen patiënten of cliënten.

Ten slotte herinnert de Commissie eraan dat, in zoverre een gegeven m.b.t. het seksueel gedrag medisch relevant is, de verwerking ook dient te beantwoorden aan de vereisten van artikel 7 van de wet.

18. Het besluit dient ook regels te bevatten in verband met de verwerking van gegevens betreffende iemands overtuiging of activiteit op politiek gebied en betreffende het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds.

Artikel 6, derde lid, van de wet van 8 december 1992 bepaalt uitdrukkelijk dat het voor feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid niet verboden is een bestand bij te houden van hun eigen leden. Op die bepaling kan o.m. door politieke partijen, vakbonden en ziekenfondsen beroep gedaan worden. De Commissie meent dat, naar het voorbeeld van artikel 31 van de Franse wet van 6 januari 1978 en artikel 4 van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens, deze toelating bij het te nemen besluit uitgebreid kan worden tot andere personen dan de enkele leden (cf. ook verslag Vandenberghe, o.c., blz. 85). De Commissie suggereert dan ook te bepalen dat politieke partijen gegevens mogen verwerken met betrekking tot personen die in regelmatig contact met die partij staan; onder die omschrijving, welke door de « Commission nationale de l'informatique et des libertés » is gegeven aan het begrip « correspondants », in de zin van artikel 31 van de Franse wet, vallen niet de personen die een brief richten tot een partij, een tussenkomst vragen of een bijdrage voor een partijkas storten (CNIL, 6ème rapport d'activité (1985), blz. 152); gegevens met betrekking tot die personen mogen slechts verwerkt worden in zoverre een verantwoording gevonden kan worden in de algemene bepalingen van het te nemen besluit.

De Commissie meent verder dat ook toelating verleend kan worden om gegevens m.b.t. de overtuiging op politiek gebied en m.b.t. het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds te verwerken met het oog op het verzorgen van de public relations van de houder van het bestand, d.w.z. voor het leggen en het onderhouden van betrekkingen met personen met een algemene bekendheid, teneinde een gunstig beeld van de organisatie van de houder te bekomen of te behouden. In zoverre de desbetreffende gegevens enkel verwijzen naar de functie of het ambt die de betrokkenen, na verkiezing of benoeming, uitoefenen (of uitgeoefend hebben), gaat het trouwens om onrechtstreeks gevoelige gegevens, die naar het oordeel van de Commissie buiten het toepassingsgebied van artikel 6 van de wet vallen. De hier bedoelde toelating zou echter beperkt moeten worden tot gegevens m.b.t. personen die een algemene bekendheid genieten; geval per geval zal uitgemaakt moeten worden of een persoon aan die kwalificatie beantwoordt. Het feit dat een persoon een openbare functie of een openbaar ambt uitoefent, is voor de Commissie een belangrijke aanwijzing in die richting.

In verband met de verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot bestuursleden van een vakbond of een ziekenfonds rijst een bijzonder probleem. Zulke bestuursleden hebben bijvoorbeeld, als



tions de sécurité sociale, p.e. comme représentants de l'organisme auquel ils appartiennent. La Commission considère que le traitement de données à caractère personnel ayant trait à ces personnes peut être autorisé pour autant qu'il rencontre les dispositions générales précitées, ou pour autant que l'appartenance à un syndicat ou à une mutuelle déterminés résulte de faits de notoriété publique, tel que p.e. un arrêté de nomination dans le *Moniteur belge*. La Commission signale à ce propos qu'il ne lui semble pas toujours pertinent de reprendre dans un fichier l'appartenance à un organisme spécifique; dans la mesure du possible, la donnée à caractère personnel doit être limitée à une indication que l'intéressé représente « un » syndicat ou « une » mutuelle, sans que cela soit davantage précisé.

19. Liées au type de données précitées, viennent les données concernant les opinions ou activités philosophiques ou religieuses.

Comme pour les partis politiques, l'article 6, troisième alinéa, de la loi du 8 décembre 1992, prévoit pour des associations fondées sur une opinion philosophique ou religieuse, la possibilité d'enregistrer des données concernant leurs membres. L'Église catholique p.e. se base sur cette disposition pour tenir des registres paroissiaux concernant ses membres (rapport Merckx-Van Goey, o.c., p. 33).

Par ailleurs, l'article 1er de l'Arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles autorise l'enregistrement de données à caractère personnel ayant trait aux opinions religieuses ou philosophiques, dans un fichier tenu par ou pour des institutions qui ont une base religieuse ou philosophique, pour autant que cela corresponde à la finalité de l'institution et soit nécessaire à la réalisation de cette base. La notice explicative renvoie aux institutions de nature confessionnelle dans le secteur des soins, des maisons de retraite, des hôpitaux et des établissements d'enseignement (notice explicative accompagnant l'arrêté « BGG », o.c., p. 14). La Commission estime qu'une telle disposition particulière peut être reprise dans l'arrêté en projet.

Dans ce contexte, la Commission souhaite signaler que l'on ne peut pas prévoir une disposition particulière pour l'enregistrement des opinions idéologiques ou philosophiques d'une personne en vue de l'exercice d'une fonction ou d'une profession. En effet, il faut tenir compte des risques qu'un tel enregistrement peut entraîner pour la vie privée des intéressés et pour l'égalité de traitement de leurs dossiers. (La Cour d'Arbitrage a encore récemment attiré l'attention sur les risques liés à la répartition de fonctions quant aux différentes tendances dans son arrêt n° 65/93 du 15 juillet 1993). Un tel enregistrement doit donc être examiné en tenant compte des dispositions générales proposées ci-dessus.

L'article 1er de l'Arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles autorise encore l'enregistrement de données à caractère personnel ayant trait aux opinions religieuses et philosophiques, pour autant que ce traitement soit nécessaire pour des soins mentaux de l'intéressé, sous réserve d'objection écrite de ce dernier. Cette disposition, vise les soins mentaux à ou pour les besoins de l'armée, dans des prisons, des hôpitaux ou des maisons de retraite (notice explicative accompagnant l'arrêté « BGG », o.c., p. 15). La Commission recommande d'insérer également une telle disposition particulière dans l'arrêté en projet.

D. Dispositions particulières ayant trait aux finalités pour lesquelles les données sensibles peuvent être traitées

20. La Commission estime qu'il est souhaitable d'insérer une disposition particulière concernant le traitement de données sensibles, quelle qu'en soit la nature, à des fins de recherches scientifiques, d'études de marché ou d'études statistiques.

La Commission estime qu'un tel traitement peut être autorisé, pour autant qu'il réponde à certaines conditions. Ces conditions, qui pourraient être reprises dans l'arrêté en projet, sont les suivantes : séparation des données d'identification et des données réellement réservées aux recherches, accompagnée d'une limitation de l'accès aux données d'identification aux personnes désignées nominativement et qui ont un poste à responsabilité dans la recherche; un avertissement correct et opportun des personnes interrogées quant à la nature et le but des recherches ainsi que la nature volontaire de leur collaboration. Il va de soi que les données sensibles ne peuvent être traitées que dans la mesure où elles sont nécessaires dans le cadre des recherches (cf l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992); il en résulte notamment que les données d'identification ne peuvent être conservées plus longtemps que ce qui est strictement nécessaire (cf notice explicative accompagnant l'arrêté « BGG », o.c., p. 27). En outre, la Commission attire l'attention sur le fait que, lorsque les données sensibles sont utilisées dans le cadre d'une nouvelle recherche, la finalité du traitement est modifiée, de sorte qu'il est question d'un nouveau traitement, à déclarer séparément auprès de la Commission (article 17 de la loi du 8 décembre 1992).

vertegenwoordiger van de organisatie waartoe zij behoren, zitting in de beheersorganen van sociale zekerheidsinstellingen. De Commissie meent dat de verwerking van de persoonsgegevens m.b.t. die personen toegestaan kan worden voor zover zij voldoet aan de hiervoor genoemde algemene bepalingen of voor zover het lidmaatschap van een bepaalde vakbond of een bepaald ziekenfonds blijkt uit algemeen gekende feiten, zoals bijvoorbeeld een benoemingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*. De Commissie merkt hierbij op dat het haar niet steeds pertinent lijkt de aanhorigheid tot een welbepaalde organisatie in een bestand op te nemen; waar mogelijk, dient het persoonsgegeven beperkt te zijn tot een aanduiding dat de betrokkene « een » vakbond of ziekenfonds vertegenwoordigt, zonder nadere precisering.

19. Verwant met de voorgaande soort gegevens zijn de gegevens in verband met de overtuiging of activiteit op levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied.

Zoals voor de politieke partijen, voorziet artikel 6, derde lid, van de wet van 8 december 1992 voor verenigingen die op een levensbeschouwelijke of godsdienstige overtuiging steunen in de mogelijkheid om gegevens m.b.t. hun leden te registreren. De katholieke Kerk put uit die bepaling bijvoorbeeld het recht om parochiale registers i.v.m. haar leden bij te houden (verslag Merckx-Van Goey, o.c., blz. 33).

Artikel 1 van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens laat verder toe dat persoonsgegevens betreffende iemands godsdienst of levensovertuiging geregistreerd mogen worden in een bestand, gehouden door of ten behoeve van instellingen op godsdienstige of levensbeschouwelijke grondslag, voor zover dit gelet op het doel van de instelling en voor de verwezenlijking van haar grondslag noodzakelijk is. In de nota van toelichting wordt daarbij verwezen naar instellingen op confessionele grondslag in de zorgensector, bejaardentehuizen, ziekenhuizen en onderwijsinstellingen (nota van toelichting bij het BGG, o.c., blz. 14). De Commissie meent dat een gelijkaardige bijzondere bepaling in het te nemen besluit opgenomen kan worden.

In dit verband wenst de Commissie op te merken dat voor het registreren van iemands ideologische of filosofische overtuiging met het oog op het bevelen van een ambt of een functie in geen bijzondere bepaling voorzien kan worden. Er dient immers rekening te worden gehouden met de risico's die zulke registratie voor het privéleven van de betrokkenen en de gelijke behandeling van de gegadigden met zich kan brengen. (Op de risico's verbonden aan de verdeling van functies over de onderscheidende strekkingen is onlangs nog gewezen door het Arbitragehof, in zijn arrest nr. 65/93 van 15 juli 1993). Zulke registratie dient dan ook beoordeeld te worden volgens de algemene bepalingen welke hiervoor voorgesteld werden.

Artikel 1 van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens laat de registratie van persoonsgegevens betreffende iemands godsdienst of levensovertuiging nog toe, voor zover deze noodzakelijk is met het oog op de geestelijke verzorging van de betrokkene, onder behoud van schriftelijk bezwaar van deze laatste. Die bepaling beoogt de geestelijke verzorging in of ten behoeve van het leger, gevangenis, ziekenhuizen of bejaardentehuizen (nota van toelichting bij het BGG, o.c., blz. 15). De Commissie beveelt aan een dergelijke bijzondere bepaling ook in het te nemen besluit op te nemen.

D. Bijzondere bepalingen in verband met de doeleinden waarvoor de gevoelige gegevens verwerkt kunnen worden

20. De Commissie meent dat het wenselijk is een bijzondere bepaling op te nemen in verband met de verwerking van gevoelige gegevens, van welke aard ook, voor wetenschappelijk onderzoek, marktonderzoek of statistisch onderzoek.

De Commissie meent dat een zodanige verwerking toegelaten kan worden, voor zover zij voldoet aan bepaalde voorwaarden. Deze voorwaarden, die in het besluit opgenomen zouden kunnen worden, zijn de volgende : scheiding van de identificatiegegevens en de eigenlijke gegevens bestemd voor het onderzoek, waarbij de toegang tot de identificatiegegevens beperkt wordt tot nominatief genoemde personen met een verantwoordelijke functie in het onderzoek; behoorlijke en tijdige verwittiging van de te ondervragen personen over de aard en het doel van het onderzoek en over het vrijwillig karakter van hun medewerking. Vanzelfsprekend kunnen gevoelige gegevens slechts verwerkt worden voor zover ze noodzakelijk zijn in het kader van het onderzoek (zie artikel 5 van de wet van 8 december 1992); hieruit vloeit o.m. voort dat de identificatiegegevens niet langer dan strikt noodzakelijk bewaard mogen worden (zie nota van toelichting bij het BGG, o.c., blz. 27). De Commissie vestigt er bovendien de aandacht op dat wanneer gevoelige gegevens gebruikt worden in het kader van een nieuw onderzoek, de finaliteit van de verwerking gewijzigd wordt, zodat er sprake is van een nieuwe verwerking, die apart bij de Commissie aangegeven moet worden (artikel 17 van de wet van 8 december 1992).

21. La Commission considère qu'il faut également prévoir l'autorisation de traitement de données sensibles par des organisations qui sont chargées de la défense des droits de l'homme, comme Amnesty International et la Ligue des Droits de l'homme. Ainsi, on rencontrerait également un souci qui fut exprimé lors des travaux parlementaires de la loi du 8 décembre 1992 (rapport Vandenberghe, o.c., p. 85).

Par conséquent, la Commission suggère d'insérer dans l'arrêté à prendre en application de l'article 6, une disposition selon laquelle l'enregistrement et la conservation de données sensibles sont autorisés par ou au bénéfice d'associations de fait ou d'associations dotées de la personnalité juridique, dont le but consiste principalement en la défense des droits de l'homme, dans la mesure où cela est nécessaire pour ce but et où les données ne sont traitées que dans ce but.

V. Entrée en vigueur et durée de validité de la réglementation en projet :

22. En vertu de l'article 2 de l'arrêté royal (n° 1) du 28 février 1993, l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 entre en vigueur le 1er septembre 1993. L'arrêté royal en projet doit entrer en vigueur le même jour.

Si cela ne s'avérait pas réalisable, l'on pourrait envisager de modifier l'article 2 précité de l'arrêté royal (n° 1) du 28 février 1993. Une telle modification est possible sans, qu'au préalable, l'avis de la Commission ne soit nécessaire, et sans que le projet d'arrêté de modification ne doive être délibéré en Conseil des Ministres.

Il y a lieu de signaler qu'en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal (n° 2) du 28 février 1993, les maîtres de fichiers existants devront s'adapter aux dispositions de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992, dans les neuf mois après l'entrée en vigueur de cet article. La Commission estime que cette disposition transitoire, basée sur l'article 52 de la loi, implique que des données sensibles, qui ne remplissent pas les conditions exigées par l'article 6 de la loi ou par un arrêté royal pris en exécution de cette disposition, doivent être supprimées du traitement après l'échéance du délai transitoire.

23. La Commission est consciente de ce que l'élaboration de règles concernant le traitement de données sensibles, à un moment où la loi du 8 décembre 1992 n'est pas encore complètement entrée en vigueur, peut donner lieu à la création de situations juridiques qui ne sont pas adaptées de façon optimale aux problèmes réels.

Par conséquent, la Commission pense que la problématique des données sensibles doit être réévaluée à la lumière des expériences vécues après l'entrée en vigueur de la loi. Vu le moment où les traitements existants doivent être déclarés auprès de la Commission, cette réévaluation pourrait avoir lieu avant fin 1995.

La Commission estime utile d'attirer l'attention des maîtres de fichiers sur cette réévaluation, en la mentionnant dans le rapport au Roi.

Le secrétaire,  
J. Paul.

Le président,  
P. Thomas.

[C — 9103]

**Avis n° 11/93 du 22 septembre 1993  
de la Commission de la protection  
de la vie privée**

Objet : Projet d'arrêté royal n° 7 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements de données à caractère personnel.

La Commission de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements de données à caractère personnel, en particulier les articles 6 et 29;

Vu les documents transmis à la Commission le 2 juin 1993 et suivants, en vue de l'élaboration d'un avis préalable et de principe d'une part et d'un avis définitif d'autre part;

Vu la demande d'avis récapitulative du Ministre de la Justice du 21 septembre 1993;

Vu le rapport de M. P. Lemmens;

Emet le 22 septembre 1993, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

1. Le projet d'arrêté royal soumis à la Commission vise à mettre en application l'article 6, alinéas 2 et 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements de données à caractère personnel.

21. De Commissie meent dat eveneens in de toelating voorzien moet worden voor de verwerking van gevoelige gegevens door organisaties die de verdediging van de rechten van de mens op zich genomen hebben, zoals Amnesty International en de Liga voor Mensenrechten. Daarmee zou trouwens tegemoetgekomen worden aan een bekommernis die tot uitdrukking kwam tijdens de parlementaire behandeling van de wet van 8 december 1992 (verslag Vandenberghe, o.c., blz. 85).

Derhalve suggereert de Commissie om in het met toepassing van artikel 6 te nemen besluit een bepaling op te nemen naar luid waarvan gevoelige gegevens geregistreerd en bewaard mogen worden door of ten behoeve van feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid waarvan het doel hoofdzakelijk bestaat in de verdediging van de rechten van de mens, voor zover dit voor dat doel noodzakelijk is en de gegevens enkel voor dat doel worden verwerkt.

V. Inwerkingtreding en geldigheidsduur van de te ontwerpen regeling :

22. Krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit (nr. 1) van 28 februari 1993 treedt artikel 6 van de wet van 8 december 1992 in werking op 1 september 1993. Het te ontwerpen koninklijk besluit dient op dezelfde dag in werking te treden.

Indien zulks niet haalbaar zou blijken, zou wellicht overwogen kunnen worden om het genoemde artikel 2 van het koninklijk besluit (nr. 1) van 28 februari 1993 te wijzigen. Zulke wijziging is mogelijk zonder dat vooraf het advies van de Commissie vereist is, en zonder dat over het ontwerp van wijzigend besluit in de Minister-raad beradslaagd moet zijn.

Opgemerkt moet worden dat de houders van een bestaand bestand zich, krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit (nr. 2) van 28 februari 1993, binnen de negen maanden na de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 naar de bepalingen daarvan zullen moeten schikken. De Commissie is van oordeel dat deze overgangsbepaling, gesteund op artikel 52 van de wet, impliceert dat gevoelige gegevens, die niet voldoen aan de vereisten gesteld bij artikel 6 van de wet of bij een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van die bepaling, na afloop van de overgangstermijn uit de verwerking verwijderd moeten zijn.

23. De Commissie is zich ervan bewust dat het uitwerken van regels i.v.m. de verwerking van gevoelige gegevens, op een ogenblik dat de wet van 8 december 1992 nog niet ten volle in werking getreden is, aanleiding kan geven tot het creëren van rechts-toestanden die niet optimaal aangepast zijn aan de feitelijke problemen.

De Commissie is dan ook van oordeel dat de problematiek van de gevoelige gegevens gereëvalueerd moet worden in het licht van de na de inwerkingtreding van de wet opgedane ervaringen. Gelet op het ogenblik waarop de bestaande verwerkingen ten laatste bij de Commissie aangegeven moeten zijn, zou die reëvaluatie vóór het einde van 1995 kunnen plaatsvinden.

De Commissie meent dat het nuttig zou zijn de houders van een bestand op die reëvaluatie te attenderen, door daarvan melding te maken in het verslag aan de Koning.

De secretaris,  
J. Paul.

De voorzitter,  
P. Thomas.

[C — 9103]

**Advies nr. 11/93 van 22 september 1993  
van de Commissie voor de bescherming  
van de persoonlijke levenssfeer**

Betreeft : Ontwerp van koninklijk besluit nr. 7 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid de artikelen 6 en 29;

Gelet op de op 2 juni 1993 en volgende aan de Commissie doorgegeven stukken voor de uitwerking van een voorafgaand en principieel advies enerzijds en een definitief advies anderzijds;

Gelet op de recapitulerende adviesaanvraag van de Minister van Justitie d.d. 21 september 1993;

Gelet op het verslag van de heer P. Lemmens;

Geeft op 22 september 1993 het volgende advies :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag

1. Het aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt uitvoering te geven aan artikel 6, tweede en vierde lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens,

En vertu de ces dispositions, le Roi peut déterminer les fins pour lesquelles le traitement de données à caractère personnel « relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartenances syndicales ou mutualistes » est autorisé et prévoir des conditions particulières relatives au traitement des données visées.

### II. Remarque générale :

2. Le 6 août 1993, la Commission a émis un avis (n°07/93) relatif au traitement de données sensibles au sens de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992. Dans cet avis, émis après examen des suggestions des maîtres de fichiers concernant l'application de l'article 6 de la loi, transmises au Ministre de la Justice, la Commission a proposé quelques lignes directrices qui pourraient constituer la base d'un arrêté royal à prendre en application de cette disposition.

Comme il est exposé dans le rapport au Roi précédant le projet d'arrêté royal soumis, l'élaboration de cet arrêté est dans une large mesure fondée sur les suggestions des maîtres de fichiers et sur l'avis précité de la Commission.

3. En ce qui concerne ce dernier avis, la Commission constate avec satisfaction que le projet suit non seulement la structure générale suggérée (élaboration de dispositions générales à côté de dispositions particulières), mais suit sur plusieurs points les suggestions faites par la Commission quant au contenu même des dispositions. La Commission ne considère pas qu'il soit nécessaire dans le présent avis d'entrer une nouvelle fois dans les détails de la justification de ces dispositions; elle se réfère à ce propos à son avis n° 07/93, qui doit être lu en parallèle avec le présent avis.

Sur quelques points, le projet soumis adopte une position plus sévère que celle que la Commission avait estimée devoir recommander. Etant donné que la Commission considère qu'il n'entre pas dans ses compétences d'insister pour une diminution du niveau de protection de la vie privée, elle s'abstiendra de commenter ces aspects précis du projet.

Ceci vaut, entre autres, pour le rejet de la distinction entre des données directement et indirectement sensibles (voir explication dans le rapport au Roi), pour la réglementation concernant les fins fixées en vertu d'une loi avant l'entrée en vigueur de la loi du 8 décembre 1992 (voir l'article 2, 1°, du projet) et pour la détermination de mesures qui doivent être prises par les gestionnaires de données sensibles (voir article 7 du projet).

Sur certains points, le projet va en sens inverse de l'avis de la Commission, et rend en particulier possible un traitement de données sensibles pour lequel la Commission ne pouvait pas immédiatement fournir une justification. Il va de soi que la Commission doit se prononcer clairement quant aux dérogations d'une telle nature.

### III. Examen du projet d'arrêté royal :

#### A. Caractère limitatif des autorisations prévues par le projet.

4. L'article 1er du projet dispose que le traitement de données sensibles est autorisé, pour autant qu'il réponde aux fins, aux critères ou aux conditions mentionnés à l'un des articles 2 à 5 du projet.

Comme souligné dans le rapport au Roi, cette disposition ne porte en aucun titre préjudice aux autorisations accordées par la loi (voir article 6, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992). La Commission considère qu'il serait utile de reprendre cette idée dans le texte même du projet. A cette fin, l'article 1er pourrait commencer par exemple par les mots « sans préjudice des autorisations accordées par la loi, ... »

#### B. Dispositions générales

5. L'article 2 autorise le traitement de données sensibles pour autant qu'il soit nécessaire à la réalisation des finalités citées dans cette disposition.

L'article 2, 1°, concerne la nécessité de l'exécution d'une obligation résultant du droit des gens, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. Cette disposition ne fait pas de distinction entre des obligations imposées « par » le droit des gens etc. et celles imposées « en vertu » du droit des gens etc. La Commission interprète cette disposition de telle manière que cette obligation -qui ne peut être observée que pour le traitement de données sensibles- ne doit pas être prévue par le droit des gens, la loi, le décret ou l'ordonnance eux-mêmes. Si, cependant, l'obligation (ne) peut être trouvée (que) dans un arrêté pris en vertu de ces normes, il doit exister un lien suffisamment étroit entre cette obligation (dérivée) et les objectifs de la norme principale même, c'est-à-dire du droit des gens, de la loi, du décret ou de l'ordonnance. Comme il est souligné dans le rapport au Roi, cela reste d'application, peu importe si l'obligation date d'avant ou d'après l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 : il faudra donc également vérifier pour les obligations déterminées dans le passé, s'il existe un lien suffisamment étroit avec les objectifs de la norme principale.

Volgens die bepalingen kan de Koning de doeleinden vaststellen waarvoor de verwerking van persoonsgegevens « met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds » is toegestaan, en kan Hij bijzondere voorwaarden stellen betreffende de verwerking van de bedoelde gegevens.

### II. Algemene opmerking

2. Op 6 augustus 1993 gaf de Commissie een advies (nr. 07/93) over de verwerking van gevoelige gegevens in de zin van artikel 6 van de wet van 8 december 1992. In dat advies, gegeven na onderzoek van de suggesties die de houders van een bestand m.b.t. de toepassing van artikel 6 van de wet aan de Minister van Justitie hadden gedaan, stelde de Commissie een aantal krachtlijnen voor, welke aan een met toepassing van die bepaling te nemen koninklijk besluit ten grondslag zouden kunnen liggen.

Zoals in het verslag aan de Koning bij het voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit wordt uiteengezet, is de uitwerking van dat besluit in ruime mate gesteund op de suggesties van de houders van een bestand en op het genoemde advies van de Commissie.

3. Wat dit laatste advies betreft, stelt de Commissie met genoegen vast dat het ontwerp niet enkel de door de Commissie in het algemeen gesuggereerde structuur volgt (uitwerking van algemene bepalingen naast bijzondere bepalingen), doch dat het tevens op tal van punten de suggesties van de Commissie m.b.t. de inhoud zelf van de bepalingen volgt. De Commissie acht het niet nodig in dit advies opnieuw in te gaan op de verantwoording van die bepalingen; desbetreffend verwijst zij naar haar advies nr. 07/93, dat met het voorliggende advies samengelezen moet worden.

Op sommige punten neemt het voorgelegde ontwerp een strengere houding aan dan die welke de Commissie gemeend had te moeten aanbevelen. Omdat de Commissie van oordeel is dat het niet haar taak is aan te dringen op een verlaging van het niveau van bescherming van de persoonlijke levenssfeer, zal zij zich ervan onthouden de desbetreffende aspecten van het ontwerp te bekritisseren.

Dit geldt o.m. voor de verwerking van het onderscheid tussen rechtstreeks en onrechtstreeks gevoelige gegevens (zie uiteenzetting in het verslag aan de Koning), voor de regeling i.v.m. de krachtens de wet, vóór de inwerkingtreding van de wet van 8 december 1992, vastgestelde doeleinden (zie artikel 2, 1°, van het ontwerp), en voor de vaststelling van maatregelen welke de verwerkers van gevoelige gegevens dienen te nemen (zie artikel 7 van het ontwerp).

Op sommige punten wijkt het ontwerp in tegenovergestelde richting af van het advies van de Commissie, en opent het meer bepaald de mogelijkheid tot een verwerking van gevoelige gegevens waarvoor de Commissie niet onmiddellijk een verantwoording zag. Het spreekt vanzelf dat de Commissie over de afwijkingen van deze aard een duidelijk oordeel moet uitspreken.

### III. Onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit

#### A. Limitatief karakter van de bij het ontwerp gegeven toelatingen

4. Artikel 1 van het ontwerp bepaalt dat de verwerking van gevoelige gegevens toegelaten is, voor zover zij beantwoordt aan de doeleinden, de criteria of de voorwaarden omschreven in de artikelen 2 tot 5 van het ontwerp.

Zoals in het verslag aan de Koning wordt onderstreept, doet die bepaling geen afbreuk aan de toelatingen welke bij wet gegeven worden (zie artikel 6, eerste lid, van de wet van 8 december 1992). De Commissie meent dat het nuttig zou zijn om die idee in de tekst zelf van het ontwerp tot uitdrukking te brengen. Daartoe zou artikel 1 bijvoorbeeld kunnen beginnen met de woorden « Onverminderd de door de wet gegeven toelatingen, ... »

#### B. Algemene bepalingen

5. Artikel 2 laat de verwerking van gevoelige gegevens toe, voor zover deze noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de in die bepaling genoemde doelstellingen.

Artikel 2, 1°, betreft de noodzaak ter nakoming van een verplichting die voortvloeit uit het volkenrecht, een wet, een decreet of een « beschikking » (lees : ordonnantie). Die bepaling maakt geen onderscheid tussen verplichtingen opgelegd « door » het volkenrecht enz. en die welke opgelegd worden « krachtens » het volkenrecht enz. De Commissie interpreteert die bepaling aldus dat het volkenrecht, de wet, het decreet of de ordonnantie niet zelf in de verplichting moeten voorzien, welke slechts met verwerking van gevoelige gegevens nagekomen kan worden; als de verplichting evenwel (slechts) in een krachtens die normen genomen besluit voorkomt, moet er een voldoende nauw verband bestaan tussen die (afgeleide) verplichting en de objectieven van de hoofdnorm zelf, d.i. van het volkenrecht, de wet, het decreet of de ordonnantie. Dit laatste geldt, zoals in het verslag aan de Koning wordt benadrukt, ongeacht of de verplichting vóór of na de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 8 december 1992 in het leven geroepen is : ook voor de vroeger bepaalde verplichtingen zal dus nagegaan moeten worden of er een voldoende nauwe band met de objectieven van de hoofdnorm bestaat.

L'article 2, 2<sup>o</sup>, concerne la nécessité de l'exécution d'une obligation résultant d'une loi étrangère, à savoir d'un Etat, partie à la Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel qui assure à ces données une protection équivalente à celle de la loi belge. (Dans la version néerlandaise du projet, il est probablement indûment fait mention de « dezelfde bescherming ».) Compte tenu de l'article 12, alinéa 3, a, de cette convention, la Commission n'a pas d'objection à formuler quant à la disposition proposée.

Les dispositions de l'article 2, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, reprennent essentiellement la suggestion de la Commission qui consiste à prévoir une autorisation de traitement de données sensibles, pour autant « que cela soit nécessaire pour prendre une décision ou pour effectuer une prestation demandée ou revendiquée par l'intéressé » (avis n<sup>o</sup> 07/93, n<sup>os</sup> 12 et 14). La Commission considère qu'en soi il serait plus clair de reprendre le 3<sup>o</sup> (prendre une décision à la demande de la personne concernée) et le 4<sup>o</sup> (accomplir une prestation en faveur de la personne concernée et à la demande de celle-ci) en une seule phrase, comme dans le texte qu'elle avait proposé : en effet, considéré séparément, le 4<sup>o</sup> ne semble ajouter que peu ou rien au 3<sup>o</sup>.

La Commission constate toutefois que la disposition de l'article 2, 4<sup>o</sup> du projet fait quelque peu double emploi avec l'article 3 du projet, à examiner ci-dessous. Dans cette perspective, il est probablement préférable de garder l'article 2, 3<sup>o</sup>, mais de reprendre cette disposition à l'article 3, et de supprimer simplement l'article 2, 4<sup>o</sup>.

6. L'article 3 autorise le traitement de données sensibles, pour autant qu'il soit nécessaire « à la satisfaction d'un intérêt légitime de la personne concernée et qu'il procure à celle-ci un avantage réel ».

Dans son avis n<sup>o</sup> 07/93, la Commission n'avait pas eu l'intention de retenir une telle base pour le traitement de données sensibles, qui peut également être retrouvée à l'article 8, alinéa 1er, d, de l'Arrêté des Pays-Bas relatif aux données sensibles du 19 février 1993.

Cependant, la Commission est consciente de ce que l'octroi d'un avantage n'intervient pas toujours à la suite d'une demande de l'intéressé. Dans ces cas, l'article 2, 4<sup>o</sup> du projet n'offre pas de base pour le traitement de données sensibles. Pour cette raison, l'article 3 proposé peut offrir une solution pour les cas où, par exemple, il y a d'office des actes en faveur de la personne concernée. Etant donné que, selon le projet, l'avantage visé doit être « réel », la Commission considère que la disposition proposée ne suscite pas d'objections fondamentales.

Par ailleurs, l'article 3 dispose que l'intéressé peut s'opposer au traitement d'une donnée sensible dans le contexte visé. La Commission considère en soi cette limitation adéquate. Elle se demande toutefois si dans le texte il ne faut pas également signaler que, dans pareil cas, l'intéressé n'a pas droit à l'avantage que peut lui offrir le traitement de la donnée sensible. Si cet avantage peut en effet également être obtenu par une autre voie que celle du traitement d'une donnée sensible, l'opposition visée de l'intéressé ne peut pas constituer en soi la base d'un refus de l'avantage.

7. L'article 4 autorise le traitement de données sensibles pour autant que la personne concernée ait donné son consentement par écrit à ce traitement.

Cette disposition reprend une suggestion de la Commission. Elle ne nécessite pas de plus amples commentaires.

#### C. Dispositions particulières.

##### a) Quant à la nature des données traitées.

8. L'article 5, § 1er, contient des dispositions particulières ayant trait au traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales et ethniques.

Ces dispositions sont basées sans plus sur les suggestions faites par la Commission, et ne nécessitent pas de plus amples commentaires.

9. L'article 5, § 2, contient des dispositions particulières ayant trait au traitement de données à caractère personnel relatives à la vie sexuelle.

L'article 5, § 2, 1<sup>o</sup> prévoit la possibilité de traitement de telles données par des hôpitaux agréés. Cette disposition reprend une suggestion faite par la Commission.

L'article 5, § 2, 2<sup>o</sup> n'est par contre fondé sur aucune suggestion de la Commission. Cette disposition autorise le traitement de données relatives à la vie sexuelle, pour autant qu'il soit exécuté par une association ou un établissement ayant pour but statutaire le traitement de personnes qui ont une déviance sexuelle (les « paraphiles ») et qui reçoivent des subsides des autorités publiques pour l'accom-

Artikel 2, 2<sup>o</sup>, betreft de noodzaak ter nakoming van een verplichting die voortvloeit uit een vreemde wet, met name van een Staat die partij is bij het Europees Verdrag tot bescherming van de personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, voor zover die Staat een bescherming biedt welke met die van de Belgische wet gelijkwaardig is. (In de Nederlandse versie van het ontwerp wordt, wellicht ten onrechte, gewaagd van « dezelfde » bescherming.) Mede gelet op artikel 12, lid 3, a, van dat verdrag, heeft de Commissie geen bezwaar tegen de voorgestelde bepaling.

De bepalingen van artikel 2, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, hernemen in essentie de suggestie van de Commissie om te voorzien in een toelating tot verwerking van gevoelige gegevens, voor zover « dit noodzakelijk is met het oog op het nemen van een beslissing of het verrichten van een prestatie welke door de betrokkene is gevraagd of waarop hij aanspraak maakt » (advies nr. 07/93, nrs. 12 en 14). De Commissie acht het op zichzelf duidelijker het 3<sup>o</sup> (« het nemen van een beslissing op verzoek van de betrokken persoon ») en het 4<sup>o</sup> (het verrichten van een prestatie ten voordele van de betrokken persoon, zulks op zijn verzoek) in één zin onder te brengen, zoals in het door haar gedane tekstvoorstel : afzonderlijk bekeken lijkt het 4<sup>o</sup> immers weinig of niets toe te voegen aan het 3<sup>o</sup>.

De Commissie stelt evenwel vast dat de bepaling van artikel 2, 4<sup>o</sup>, van het ontwerp enigszins dubbel gebruik maakt met het hierna te bespreken artikel 3 van het ontwerp. In dat perspectief verdient het wellicht de voorkeur om artikel 2, 3<sup>o</sup>, te behouden, doch de bepaling ervan onder te brengen in artikel 3, en artikel 2, 4<sup>o</sup>, eenvoudig weg te laten.

6. Artikel 3 laat de verwerking van gevoelige gegevens toe, voor zover zij noodzakelijk is « om te voldoen aan een gewettigd belang van de betrokken persoon en zij aan deze laatste een werkelijk voordeel oplevert ».

In haar advies nr. 07/93 had de Commissie gemeend een dergelijke grond tot verwerking van gevoelige gegevens, welke ook terug te vinden is in artikel 8, lid 1, d, van het Nederlandse Besluit gevoelige gegevens van 19 februari 1993, niet te moeten weerhouden.

De Commissie is zich er evenwel van bewust dat aan de toekenning van een voordeel niet steeds een verzoek van de betrokkene ten grondslag ligt; artikel 2, 4<sup>o</sup>, van het ontwerp biedt in zulke gevallen geen grond voor de verwerking van gevoelige gegevens. Het voorgestelde artikel 3 kan daarom een oplossing bieden voor gevallen waar bijvoorbeeld ambtshalve in het voordeel van de betrokkene wordt opgetreden. Gelet op het feit dat het bedoelde voordeel, volgens het ontwerp, « werkelijk » moet zijn, meent de Commissie dat de voorgestelde bepaling geen fundamentele bezwaren oproept.

Artikel 3 bepaalt verder dat de betrokkene zich tegen de verwerking van een gevoelig gegeven, in de bedoelde context, kan verzetten. Op zichzelf acht de Commissie dit een passende beperking. Zij vraagt zich echter af of in de tekst ook nog bepaald moet worden dat de betrokkene in zulk geval geen aanspraak kan maken op het voordeel dat de verwerking van het gevoelig gegeven hem zou kunnen bezorgen. Indien dat voordeel immers ook op een andere wijze dan via de verwerking van een gevoelig gegeven verleend kan worden, mag het bedoelde verzet van de betrokkene op zichzelf geen grond tot weigering van het voordeel vormen.

7. Artikel 4 laat de verwerking van gevoelige gegevens toe, voor zover de betrokkene daartoe schriftelijk zijn toestemming heeft gegeven.

Deze bepaling herneemt een suggestie van de Commissie. Zij vergt geen verdere commentaar.

#### C. Bijzondere bepalingen

##### a) In verband met de aard van de verwerkte gegevens

8. Artikel 5, § 1, bevat bijzondere bepalingen i.v.m. de verwerking van persoonsgegevens m.b.t. het ras en de etnische afstamming.

Deze bepalingen steunen zonder meer op de door de Commissie gedane suggesties, en vergen geen verdere commentaar.

9. Artikel 5, § 2, bevat bijzondere bepalingen i.v.m. de verwerking van persoonsgegevens m.b.t. het sexueel gedrag.

Artikel 5, § 2, 1<sup>o</sup>, voorziet in de mogelijkheid van verwerking van zulke gegevens door erkende ziekenhuizen. Die bepaling herneemt een door de Commissie gedane suggestie.

Artikel 5, § 2, 2<sup>o</sup>, steunt daarentegen niet op enige suggestie van de Commissie. Volgens die bepaling is de verwerking van seksuele gegevens toegelaten, voor zover zij geschiedt door een vereniging of een instelling waarvan het statutair doel bestaat in de behandeling van personen met een seksuele afwijking (« parafielen ») en die daartoe van overheidswege subsidies ontvangt. Die bepaling roept

plissement de ce but. Cette disposition suscite des objections de la part de la Commission. Si louables que puissent être les buts des associations ou établissements concernés, la Commission considère le risque pour la vie privée des intéressés trop grand que pour prévoir inconditionnellement l'autorisation visée. En effet, le danger existe que des données relatives à la vie sexuelle de certaines personnes soient traitées sans que ces personnes n'en soient mises au courant, et même sans qu'il soit établi que les déviances qui lui sont imputées (pédophilie etc.) aient une base réelle. Par conséquent, la Commission estime que le traitement de données relatives à la vie sexuelle ne peut être autorisé que pour autant qu'il puisse trouver une justification dans les dispositions générales des articles 2 à 4 du projet.

10. L'article 5, § 3, contient des dispositions particulières ayant trait au traitement de données à caractère personnel relatives aux opinions ou activités politiques.

Ces dispositions reprennent en grande partie des suggestions faites par la Commission, et les développe plus avant. A ce propos, la Commission n'a pas de remarques à formuler.

11. L'article 5, § 4, contient des dispositions particulières ayant trait au traitement de données à caractère personnel relatives aux opinions et activités philosophiques ou religieuses.

Dans la mesure où ce paragraphe autorise un tel traitement, s'il est nécessaire à la réalisation de l'une des finalités de l'institution concernée, il est basé sur une suggestion de la Commission. Selon la Commission, cette disposition devrait cependant préciser qu'il doit s'agir d'une institution qui elle-même a une base philosophique ou religieuse.

Pour autant que ce paragraphe autorise le traitement de données relatives à des personnages publics, la Commission n'a pas d'objection à formuler.

Enfin, la Commission rappelle qu'elle avait recommandé dans son avis n° 07/93 (n°19) d'insérer une disposition qui autoriserait le traitement de données à caractère personnel relatives aux opinions et activités philosophiques ou religieuses d'une personne, pour autant qu'il soit nécessaire en vue des soins mentaux de l'intéressé. La Commission n'aperçoit pas clairement pourquoi une telle disposition ne figure pas dans le projet. Le fait qu'elle ne soit pas reprise n'est en tout cas pas justifié.

12. L'article 5, § 5, contient une disposition particulière ayant trait au traitement de données à caractère personnel relatives aux appartenances syndicales ou mutualistes.

Cette disposition, qui concerne les données de personnages publics, correspond à une suggestion faite par la Commission.

b) Quant aux finalités du traitement

13. L'article 5, § 6, contient des dispositions particulières ayant trait au traitement de données sensibles pour l'exécution de sondages d'opinions (« la réalisation de sondages d'opinion »).

La Commission prend acte de ce que les recherches scientifiques et statistiques feront l'objet d'un projet séparé. (Dans ce cas, il vaudrait mieux que ce projet soit adopté avant l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi.) Elle prend également note de ce que le Ministre de la Justice estime que pour des études de marché une autorisation spécifique pour le traitement de données sensibles ne peut pas être prévue.

Quant aux sondages d'opinions, la Commission n'a pas d'objection à formuler en soi à l'égard de la disposition proposée, qui fait essentiellement dépendre le traitement de données sensibles du consentement de l'intéressé. Quant aux recherches scientifiques, études de marché et statistiques, la Commission avait cependant insisté dans son avis n° 07/93 (n° 20) pour que les conditions suivantes soient imposées : « séparation des données d'identification et des données réellement réservées aux recherches, accompagnée d'une limitation de l'accès aux données d'identification aux personnes désignées nominativement et qui ont un poste à responsabilité dans la recherche; un correct et opportun avertissement des personnes interrogées quant à la nature et le but des recherches ainsi que la nature volontaire de leur collaboration » (n° 20). La Commission considère qu'il serait utile d'imposer ces conditions également quant aux sondages.

14. L'article 5, § 7, contient une disposition particulière ayant trait au traitement de données sensibles par des associations dotées de la personnalité juridique ou d'établissements d'utilité publique dont le but statutaire consiste dans la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Cette limitation correspond à une suggestion de la Commission. La Commission rappelle cependant qu'elle avait suggéré, afin d'éviter des abus, de limiter l'autorisation à des associations dont le but consiste « principalement en la défense des droits de l'homme, dans la mesure où cela est nécessaire pour ce but et où les données ne sont traitées que pour ce but » (avis n° 07/93, n° 21). Elle estime qu'une telle précision doit être reprise dans le texte de l'article 5, § 7.

bij de Commissie bezwaren op. Hoe lofwaardig de oogmerken van de bedoelde verenigingen of instellingen ook mogen zijn, de Commissie acht het risico voor de persoonlijke levenssfeer van de betrokkenen te groot om zonder meer in de bedoelde toelating te voorzien. Het gevaar bestaat immers dat seksuele gegevens m.b.t. bepaalde personen verwerkt worden, zonder medeweten van die personen en zelfs zonder dat vaststaat dat de aan hen toegeschreven afwijkingen (pedofilie e.d.) een feitelijke grondslag hebben. De Commissie is dan ook van oordeel dat de verwerking van seksuele gegevens slechts toegelaten kan zijn, voor zover zij in een van de algemene bepalingen van de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp een verantwoording kan vinden.

10. Artikel 5, § 3, bevat bijzondere bepalingen i.v.m. de verwerking van persoonsgegevens m.b.t. de overtuiging of activiteit op politiek gebied.

Die bepalingen hernemen grotendeels suggesties welke door de Commissie gedaan zijn, en werken deze verder uit. De Commissie heeft terzake geen opmerkingen.

11. Artikel 5, § 4, bevat bijzondere bepalingen i.v.m. de verwerking van persoonsgegevens m.b.t. de overtuiging of activiteit op levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied.

In zoverre die paragraaf zulke verwerking toestaat, als zij noodzakelijk is ter verwezenlijking van een van de doelstellingen van de betrokken instelling, steunt zij op een suggestie van de Commissie. De Commissie acht het evenwel nodig dat in die bepaling gepreciseerd wordt dat het moet gaan om een instelling die zelf op levensbeschouwelijke of godsdienstige grondslag gevestigd is.

In zoverre die paragraaf de verwerking van gegevens m.b.t. personen van algemene bekendheid toestaat, heeft de Commissie geen bezwaar.

De Commissie herinnert er tenslotte aan dat zij in haar advies nr. 07/93 (nr. 19) had aanbevolen een bepaling op te nemen, welke de verwerking van persoonsgegevens m.b.t. iemands levensovertuiging of godsdienst zou toelaten, voor zover deze noodzakelijk is met het oog op de geestelijke verzorging van de betrokkene. Het is de Commissie niet duidelijk waarom een dergelijke bepaling niet voorkomt in het ontwerp; voor de niet-opneming ervan wordt in elk geval geen reden opgegeven.

12. Artikel 5, § 5, bevat een bijzondere bepaling i.v.m. de verwerking van persoonsgegevens m.b.t. het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds.

Die bepaling, die de gegevens van publieke personen betreft, sluit aan bij een door de Commissie gedane suggestie.

b) In verband met de doeleinden van de verwerking

13. Artikel 5, § 6, bevat bijzondere bepalingen i.v.m. de verwerking van gevoelige gegevens voor het uitvoeren van opiniepeilingen (« instellen van een opinieonderzoek »).

De Commissie neemt er akte van dat wetenschappelijke en statistische onderzoeken het voorwerp zullen uitmaken van een afzonderlijk ontwerp. (Dit ontwerp zou dan wel best vóór de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet goedgekeurd moeten worden.) Zij noteert eveneens dat de Minister van Justitie meent dat voor marktonderzoeken niet in een bijzondere toelating tot verwerking van gevoelige gegevens voorzien kan worden.

Wat de opiniepeilingen betreft, heeft de Commissie op zichzelf geen bezwaar tegen de voorgestelde bepaling, die de verwerking van gevoelige gegevens essentieel doet afhangen van de toestemming van de betrokkene. In haar advies nr. 07/93 had de Commissie, m.b.t. wetenschappelijk onderzoek, marktonderzoek en statistisch onderzoek, evenwel aangedrongen op het opleggen van de volgende voorwaarden : « scheiding van de identificatiegegevens en de eigenlijke gegevens bestemd voor het onderzoek, waarbij de toegang tot de identificatiegegevens beperkt wordt tot nominatief genoemde personen met een verantwoordelijke functie in het onderzoek; behoorlijke en tijdige verwittiging van de te ondervragen personen over de aard en het doel van het onderzoek en over het vrijwillig karakter van hun medewerking » (nr. 20). De Commissie meent dat het nuttig zou zijn die voorwaarden ook i.v.m. een opiniepeiling op te leggen.

14. Artikel 5, § 7, bevat een bijzondere bepaling i.v.m. de verwerking van gevoelige gegevens door verenigingen of instellingen waarvan het statutair doel bestaat in de verdediging en de bevordering van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Die beperking beantwoordt aan een suggestie van de Commissie. De Commissie herinnert er evenwel aan dat zij, om misbruiken te vermijden, gesuggereerd had de toelating te beperken tot verenigingen waarvan het doel « hoofdzakelijk » bestaat in de verdediging van de rechten van de mens, voor zover dit voor dat doel noodzakelijk is « en de gegevens enkel voor dat doel worden verwerkt » (advies nr. 07/93, nr. 21). Zij meent dat een dergelijke precisering in de tekst van artikel 5, § 7, opgenomen moet worden.

**D. Disposition d'interdiction générale**

15. L'article 6 du projet interdit le traitement de données sensibles en vue du recrutement ou de l'octroi d'une promotion, sauf si la donnée constitue un critère fondamental en raison de la nature de l'établissement en cause, ou si la donnée sensible a été communiquée au maître du fichier par l'intéressé lui-même.

La Commission peut parfaitement se rallier au principal souci qui paraît dans cette disposition à savoir, la protection de la personne lors d'un recrutement ou d'une promotion (voir avis n° 07/93, n° 19, avant-dernier alinéa). Elle n'a pas non plus d'objection à formuler quant à la dérogation au profit d'établissements qui sont eux-mêmes fondés sur un critère sensible.

De plus, la Commission n'a pas non plus d'objection à formuler quant à la deuxième base de dérogation. Il ressort du rapport au Roi, qu'on a spécifiquement songé au cas où une personne communique son curriculum vitae contenant une donnée sensible. La Commission estime que le projet soumis à juste titre le traitement de données sensibles communiquées spontanément à la condition que la finalité primaire, poursuivie par l'intéressé, soit maintenue.

**E. Conditions pour le traitement de données sensibles**

16. L'article 7 du projet contient des conditions particulières qui doivent être respectées lors du traitement de données sensibles, quelles que soient la nature et la base légale.

La Commission estime qu'imposer ces conditions (limitation aux personnes désignées nominativement; soumission à une obligation de confidentialité) contribue à la protection de la vie privée.

Elle n'a pas d'autres remarques à formuler à ce sujet.

**F. Entrée en vigueur**

17. L'article 8 du projet règle l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Cette disposition ne nécessite aucun commentaire.

**IV. Conclusion :**

18. Sous réserve des remarques précitées, en particulier sous les n°s 9, 11 et 14, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,  
J. Paul.

Le président,  
P. Thomas.

**D. Algemene verbodsbepaling**

15. Artikel 6 van het ontwerp verbiedt de verwerking van gevoelige gegevens met het oog op een indienstneming of een bevordering, behalve indien het gegeven een fundamenteel criterium vormt, gelet op de aard van de betrokken instelling, of indien de betrokkene het gevoelig gegeven zelf aan de houder van het bestand heeft medegedeeld.

De Commissie kan zich volkomen aansluiten bij de hoofdbekommernis die uit die bepaling blijkt, met name de bescherming van de persoon bij aanwerving of bevordering (cf. advies nr. 07/93, nr. 19, voorlaatste lid). Zij heeft ook geen bezwaar tegen de afwijking ten voordele van instellingen die zelf gegrondvest zijn op een gevoelig criterium.

De Commissie heeft evenmin bezwaar tegen de tweede afwijkinggrond. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat in het bijzonder gedacht werd aan het geval waarbij iemand zijn curriculum vitae, bevattende een gevoelig gegeven, mededeelt. De Commissie is van oordeel dat het ontwerp de verwerking van spontaan medegedeelde gevoelige gegevens terecht onderwerpt aan de voorwaarde dat de oorspronkelijke finaliteit, nagestreefd door de betrokkene, bewaard wordt.

**E. Voorwaarden voor de verwerking van gevoelige gegevens**

16. Artikel 7 van het ontwerp bevat bijzondere voorwaarden welke bij de verwerking van gevoelige gegevens, van welke aard ook en op welke rechtsgrond ook, in acht genomen moeten worden.

De Commissie meent dat het opleggen van die voorwaarden (beperking tot met naam aangewezen personen; onderwerping aan een plicht tot vertrouwelijkheid) de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten goede komt.

Zij heeft terzake geen verdere bemerkingsen.

**F. Inwerkingtreding**

17. Artikel 8 van het ontwerp regelt de inwerkingtreding van het besluit.

Die bepaling vergt geen commentaar.

**IV. Conclusie**

18. Onder voorbehoud van de hiervóór gemaakte opmerkingen, i.h.b. onder de nrs. 9, 11 en 14, brengt de Commissie een gunstig advies uit.

De secretaris,  
J. Paul.

De voorzitter,  
P. Thomas.

[C — 9103]

[C — 9013]

7 FEVRIER 1995. — Arrêté royal n° 7 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 6;

Vu les avis n°s 07/93 et 11/93 de la Commission de la protection de la vie privée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE Ier. — Traitements autorisés**

Article 1er. Les données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, dénommée ci-après « la loi du 8 décembre 1992 », ne peuvent faire l'objet d'un traitement que si celui-ci répond aux fins, aux critères ou aux conditions mentionnés à l'un des articles 2 à 6 du présent arrêté.

**CHAPITRE II. — Autorisations générales**

Art. 2. Un traitement est autorisé s'il est nécessaire à la réalisation de l'un des objectifs suivants :

1° exécuter une obligation prévue par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance;

[C — 9103]

7 FEBRUARI 1995. — Koninklijk besluit nr. 7 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de adviezen nrs. 07/93 en 11/93 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Toegestane verwerkingen**

Artikel 1. De gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, hierna « de wet van 8 december 1992 » genoemd, kunnen worden verwerkt in het kader van een verwerking die beantwoordt aan de doeleinden, de criteria of de voorwaarden omschreven in de artikelen 2 tot 6 van dit besluit.

**HOOFDSTUK II. — Algemene machtigingen**

Art. 2. De verwerking is toegestaan wanneer zij noodzakelijk is voor de verwezenlijking van één van de volgende doelstellingen :

1° nakomen van een verplichting bepaald bij of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie;

2° exécuter une obligation résultant d'une loi d'un Etat partie à la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, qui assure à ces données une protection équivalente à celle de la loi belge;

Le Roi arrête, après avis de la commission de la protection de la vie privée, la liste des Etats qui assurent aux données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 une protection équivalente à celle de la loi belge.

3° prendre une décision à la demande de la personne concernée;

4° accomplir une prestation en faveur de la personne concernée et à la demande de celle-ci.

**Art. 3.** Un traitement peut être autorisé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, s'il exécute une obligation imposée par une disposition directement applicable du droit international public.

**Art. 4.** Un traitement est autorisé lorsqu'il est nécessaire à la satisfaction d'un intérêt légitime de la personne concernée et qu'il a pour but de procurer à celle-ci un avantage réel, pour autant que la personne concernée ait préalablement reçu les informations mentionnées à l'article 4, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992. La personne concernée peut toutefois s'opposer au traitement sans devoir fournir d'explication.

**Art. 5.** Un traitement est autorisé lorsque la personne concernée a donné son consentement par écrit à ce traitement.

Le consentement n'est valable que si la personne concernée a préalablement reçu les informations mentionnées à l'article 4, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992.

Le consentement peut être retiré à tout moment; son retrait ne produit ses effets que pour l'avenir.

#### CHAPITRE III. — Autorisations spéciales

**Art. 6. § 1er.** Les traitements de données relatives aux origines raciales ou ethniques visés au présent paragraphe sont, en outre, autorisés, pour autant que la personne concernée ne s'y oppose pas par écrit et dans le respect de l'article 4, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992 :

1° les traitements qui ont pour unique finalité l'identification de la personne concernée, pour autant qu'ils soient indispensables à la réalisation de cette finalité;

2° les traitements poursuivant le but exclusif de favoriser les membres d'une minorité raciale ou ethnique de manière à réduire ou à éliminer des discriminations de fait à leur égard.

§ 2. Les traitements de données relatives à la vie sexuelle sont autorisés s'ils respectent l'une des conditions suivantes :

1° ils sont effectués, dans le but exclusif de soigner les personnes concernées, sous la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir, au sein d'hôpitaux ou de cliniques agréés par les autorités compétentes. Dans ce cas, ils ne peuvent porter que sur les données concernant les patients et clients de ces établissements et sur celles concernant des personnes mentionnées par leurs patients et clients, à condition que ces données ne soient accessibles que par référence aux patients et clients;

2° ils sont effectués par une association dotée de la personnalité juridique ou par un établissement d'utilité publique qui ont pour but statutaire de traiter des paraphiles et qui reçoivent des subsides des autorités publiques pour l'accomplissement de ce but; ces traitements doivent avoir pour but exclusif de traiter des paraphiles et être autorisés par le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée;

§ 3. Les traitements de données relatives aux opinions ou activités politiques sont autorisés s'ils respectent l'une des conditions suivantes :

1° le maître du fichier est un parti politique ou en fait partie, les traitements de données sont nécessaires à la réalisation d'un objectif de ce parti et les personnes concernées entretiennent des contacts réguliers avec ce parti politique en raison de son objet; dans ce cas, le maître du fichier ne peut communiquer les données à des tiers sans le consentement écrit des personnes concernées;

2° nakomen van een verplichting die voortvloeit uit een wet van een Staat die partij is bij het Verdrag nr. 108 van 28 januari 1981 tot bescherming van de personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, voor zover die Staat aan voornoemde gegevens een bescherming biedt welke met die van de Belgische wet gelijkwaardig is;

De Koning stelt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de lijst van de Staten die aan de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 een bescherming bieden welke met die van de Belgische wet gelijkwaardig is.

3° het nemen van een beslissing op verzoek van de betrokken persoon;

4° het verrichten van een prestatie ten voordele van de betrokken persoon, zulks op zijn verzoek.

**Art. 3.** De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, machtiging verlenen voor een verwerking wanneer zij geschiedt ter uitvoering van een verplichting opgelegd door een rechtstreeks toepasbare bepaling van het internationaal publiek recht.

**Art. 4.** De verwerking is toegestaan indien zulks noodzakelijk is om te voldoen aan een gewettigd belang van de betrokken persoon en zij ten doel heeft aan deze laatste een werkelijk voordeel op te leveren, op voorwaarde dat vooraf aan de betrokken persoon de gegevens zijn medegedeeld die zijn omschreven in artikel 4, § 1, van de wet van 8 december 1992. De betrokken persoon kan zich evenwel tegen de verwerking verzetten zonder daaromtrent uitleg te moeten verstrekken.

**Art. 5.** De verwerking is toegestaan indien de betrokken persoon daartoe schriftelijk zijn toestemming heeft gegeven.

Die toestemming is slechts geldig indien vooraf aan de betrokken persoon de gegevens zijn medegedeeld die zijn omschreven in artikel 4, § 1, van de wet van 8 december 1992.

De toestemming kan op ieder tijdstip worden ingetrokken. De intrekking heeft geen terugwerkende kracht.

#### HOOFDSTUK III. — Bijzondere machtigingen

**Art. 6. § 1.** Voor zover de betrokken persoon zich daartegen niet schriftelijk verzet en in eerbied voor artikel 4, § 1, van de wet van 8 december 1992, zijn bovendien de in deze paragraaf bedoelde verwerkingen van gegevens betreffende het ras en de etnische afstamming toegestaan :

1° de verwerkingen die als enige doelstelling de identificatie van de betrokken persoon hebben, zulks voor zover die verwerkingen noodzakelijk zijn om voornoemde doelstelling te verwezenlijken;

2° de verwerkingen die uitsluitend tot doel hebben de leden van een raciale of etnische minderheid te bevoordelen zodat de feitelijke discriminatie ten aanzien van die personen wordt vermindert of geëlimineerd.

§ 2. De verwerkingen van gegevens betreffende het seksueel gedrag zijn toegestaan indien zij één van de volgende voorwaarden in acht nemen :

1° de verwerking wordt, met als enige bedoeling de betrokken personen te verzorgen, onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst verricht, in hospitalen of ziekenhuizen die door de bevoegde autoriteiten zijn erkend. In dat geval mogen de verwerkingen uitsluitend betrekking hebben op gegevens betreffende de patiënten en de cliënten van voornoemde instellingen en op gegevens betreffende personen die door de patiënten en cliënten van deze instellingen worden vermeld, zulks op voorwaarde dat die gegevens slechts toegankelijk zijn onder verwijzing naar de patiënten en cliënten;

2° de verwerking wordt verricht door een vereniging met rechts-persoonlijkheid of door een instelling van openbaar nut die als statutaire doelstelling de behandeling van parafiliën hebben en die voor de verwezenlijking van die doelstelling vanwege de openbare overheden subsidies ontvangen; voor dergelijke verwerkingen, waarvan de bedoeling moet bestaan in de behandeling van parafiliën, moet door de Koning, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, machtiging worden verleend;

§ 3. De verwerkingen van gegevens betreffende de politieke gezindheid of activiteiten zijn toegestaan indien zij één van de volgende voorwaarden in acht nemen :

1° de houder van het bestand is een politieke partij of maakt er deel van uit, de gegevensverwerkingen zijn nodig voor de verwezenlijking van een doelstelling van die partij en de betrokken personen staan in het kader van de doelstelling van die politieke partij er geregeld mee in contact; in dat geval kan de houder van het bestand de gegevens niet aan derden mededelen zonder de schriftelijke toestemming van de betrokken personen;

2° les personnes concernées sont manifestement, en raison de leurs fonctions, activités ou déclarations écrites ou verbales, des personnages publics. Dans ce cas, seules les données que la personne rend publiques ou qui sont en relation étroite avec le caractère public de celle-ci peuvent être traitées.

§ 4. Les traitements de données relatives aux opinions et activités philosophiques ou religieuses sont autorisés s'ils respectent l'une des conditions suivantes :

1° ils sont nécessaires à la réalisation de l'un des buts de l'institution à caractère philosophique ou religieux qui les effectue ou au sein de laquelle ils sont effectués et ils ne portent que sur les données révélant une opinion identique à celle de cette institution;

2° les personnes concernées sont manifestement, en raison de leurs fonctions, activités ou déclarations écrites ou verbales, des personnages publics. Dans ce dernier cas, seules les données que la personne rend publiques ou qui sont en relation étroite avec le caractère public de celle-ci peuvent être traitées.

§ 5. Les traitements de données relatives aux appartenances syndicales ou mutualistes sont autorisés s'ils respectent l'une des conditions suivantes :

1° le maître du fichier est un syndicat ou un organisme mutualiste ou en fait partie, les traitements de données sont nécessaires à la réalisation d'un objectif de ce syndicat ou organisme mutualiste et les personnes concernées entretiennent des contacts réguliers avec ce syndicat ou cet organisme mutualiste en raison de son objet; dans ce cas, le maître du fichier ne peut communiquer les données à des tiers sans le consentement écrit des personnes concernées;

2° les personnes concernées sont manifestement, en raison de leurs fonctions, activités ou déclarations écrites ou verbales, des personnages publics. Dans ce cas, seules les données que la personne rend publiques ou qui sont en relation étroite avec le caractère public de celle-ci peuvent être traitées.

§ 6. Les traitements de données nécessaires à la réalisation de sondages d'opinion peuvent être effectués avec le consentement de la personne concernée pour autant que les données sur lesquelles ils portent soient rendues anonymes dans un délai maximal de soixante jours et que les données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 soient séparées des données permettant l'identification des personnes dans les cinq jours qui suivent leur collecte.

Le consentement n'est valable que si la personne concernée a préalablement reçu les informations mentionnées à l'article 4, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992 et si elle a préalablement été informée du caractère facultatif de sa réponse.

§ 7. Les traitements de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 nécessaires à la réalisation du but statutaire principal d'une association dotée de la personnalité juridique ou d'un établissement d'utilité publique sont autorisés si ce but statutaire consiste dans la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales et si les données ne sont traitées que pour la réalisation de ce but. Ces traitements doivent être autorisés par le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

#### CHAPITRE IV. — Garanties complémentaires

Art. 7. Aucune des données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 ne peut être utilisées dans le cadre d'un traitement ayant pour finalité le recrutement ou l'octroi d'une promotion, sauf si la donnée constitue un critère fondamental en raison de la nature de l'emploi ou de la fonction en cause.

Est toutefois autorisé le traitement d'une donnée sensible communiquée spontanément et par écrit par la personne concernée. Ce traitement doit alors poursuivre la finalité que poursuivait cette personne en communiquant la donnée.

Art. 8. Tout traitement de données autorisé conformément à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 ne peut être effectué que si les mesures suivantes sont respectées :

1° les personnes autorisées à traiter les données doivent être désignées nominativement par le maître du fichier, qui doit tenir la liste des personnes ainsi désignées à la disposition de la personne concernée et de la Commission de la protection de la vie privée;

2° ces personnes doivent être soumises légalement, déontologiquement, statutairement ou contractuellement à l'obligation de confidentialité;

2° uit het ambt, de activiteiten, of de schriftelijke en mondelinge verklaringen van de betrokken personen blijkt duidelijk dat zij personen met een algemene bekendheid zijn. In dit geval kunnen alleen de gegevens worden verwerkt die deze personen openbaar maken of die nauw verband houden met hun algemene bekendheid.

§ 4. De verwerkingen van gegevens betreffende de levensbeschouwelijke of godsdienstige overtuiging en activiteiten zijn toegestaan indien zij één van de volgende voorwaarden in acht nemen :

1° de verwerkingen zijn noodzakelijk voor de verwezenlijking van één van de doelstellingen van de instelling van levensbeschouwelijke of godsdienstige aard die voornoemde verwerkingen verricht of binnen welke zij worden verricht, en hebben uitsluitend betrekking op gegevens waaruit eenzelfde overtuiging blijkt als die van de instelling;

2° uit het ambt, de activiteiten of de schriftelijke en mondelinge verklaringen van de betrokken personen blijkt duidelijk dat zij personen met een algemene bekendheid zijn. In dit geval kunnen alleen de gegevens worden verwerkt die deze personen openbaar maken of die nauw verband houden met hun algemene bekendheid.

§ 5. De verwerkingen van gegevens betreffende het lidmaatschap van een vakbond of een ziekenfonds zijn toegestaan indien zij één van de volgende voorwaarden in acht nemen :

1° de houder van het bestand is een vakbond of een ziekenfonds, of maakt er deel van uit, de gegevensverwerkingen zijn nodig voor de verwezenlijking van een doelstelling van die vakbond of dat ziekenfonds en de betrokken personen staan in het kader van die doelstelling van die vakbond of dat ziekenfonds daarmee geregeld in contact; in dat geval kan de houder van het bestand de gegevens niet aan derden mededelen zonder de schriftelijke toestemming van de betrokken personen;

2° uit het ambt, de activiteiten of de schriftelijke en mondelinge verklaringen van de betrokken personen blijkt duidelijk dat zij personen met een algemene bekendheid zijn. In dit geval kunnen alleen de gegevens worden verwerkt die deze personen openbaar maken of die nauw verband houden met hun algemene bekendheid.

§ 6. De verwerkingen van gegevens noodzakelijk voor het instellen van een opinieonderzoek mogen worden verricht met toestemming van de betrokken personen, voor zover de verwerkte gegevens binnen een termijn van ten hoogste zestig dagen anoniem worden gemaakt en de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 binnen vijf dagen na het inwinnen ervan worden gescheiden van de gegevens die de identificatie van de betrokken personen mogelijk maken.

Die toestemming is slechts geldig indien vooraf aan de betrokken persoon de gegevens zijn medegedeeld die zijn omschreven in artikel 4, § 1, van de wet van 8 december 1992 en indien de betrokken persoon vooraf ervan in kennis is gesteld dat zijn antwoord van facultatieve aard is.

§ 7. De verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992, die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de hoofdzakelijke statutaire doelstelling van een vereniging met rechtspersoonlijkheid of van een instelling van openbaar nut zijn toegestaan indien voornoemde doelstelling bestaat in de verdediging en de bevordering van de rechten van de mens en van de fundamentele vrijheden en de gegevens enkel voor dat doel worden verwerkt. Voor dergelijke verwerkingen moet door de Koning, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, machtiging worden verleend.

#### HOOFDSTUK IV. — Aanvullende waarborgen

Art. 7. Geen enkel gegeven bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 mag worden aangewend in het kader van een verwerking die een indienstneming of een bevordering tot doel heeft, behalve indien een dergelijk gegeven, gelet op de aard van de betrekking of het ambt, een fundamenteel criterium vormt.

De verwerking van een gevoelig gegeven, dat door de betrokken persoon spontaan en schriftelijk wordt medegedeeld, is evenwel toegestaan. De verwerking moet in dit geval de doelstelling beogen die door deze persoon met de mededeling van het gegeven werd nagestreefd.

Art. 8. Iedere verwerking van gegevens toegestaan overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8 december 1992 kan slechts worden verricht indien de volgende maatregelen in acht zijn genomen :

1° de personen gemachtigd om gegevens te verwerken, moeten met naam worden aangewezen door de houder van het bestand, die de lijst van de aldus aangewezen personen ter beschikking moet houden van de betrokken persoon alsook de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

2° voornoemde personen moeten door een wettelijke, deontologische, statutaire of contractuele bepaling ertoe gehouden zijn het vertrouwelijk karakter van de gegevens in acht te nemen;



3<sup>o</sup> la déclaration visée à l'article 17, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992 doit être complétée par la mention du fondement légal ou réglementaire précis de l'autorisation du traitement de données visées à l'article 6 de la même loi.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 février 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

3<sup>o</sup> in de verklaring bedoeld in artikel 17, § 1, van de wet van 8 december 1992 moet de precieze wettelijke of reglementaire grondslag van de machtiging tot verwerking van de gegevens bedoeld in artikel 6 van voornoemde wet zijn vermeld.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 februari 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 95 — 475

[C — 9105]

Arrêté royal n<sup>o</sup> 8 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature a pour objet de déterminer le cadre dans lequel certains traitements de données visées à l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont autorisés.

L'article 8, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992 dispose, en effet, que « le traitement des données à caractère personnel n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi lorsqu'elles ont pour objet... (suit l'énumération de 18 catégories différentes de données) ».

Certains traitements de telles données — que l'on peut qualifier de « judiciaires ou para-judiciaires » — sont parfaitement légitimes et, même, indispensables à la société.

Aussi apparaît-il nécessaire de déterminer, à côté des traitements de données judiciaires ou para-judiciaires dont les fins sont expressément énoncées par des lois, un cadre général dans lequel d'autres traitements de données judiciaires ou para-judiciaires sont également autorisés.

Pareil traitement doit certes, même s'il est autorisé, respecter toutes les obligations qui lui sont imposées et, tout particulièrement, l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les principes de respect de finalités légitimes et déterminées et de qualité des données traitées devront notamment guider les maîtres de fichier de traitements de données judiciaires et para-judiciaires (voy. l'avis n<sup>o</sup> 12/93 de la Commission de la protection de la vie privée, § 5).

L'interprétation fournie par la Commission de la protection de la vie privée au sujet de la portée à attribuer respectivement aux paragraphes 1er, 2 et 5 de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992 (avis n<sup>o</sup> 08/93, § 2 à 4) me paraît correcte.

Le projet d'arrêté royal soumis à Votre signature est, par conséquent fondé, en ce qu'il autorise certains traitements de données, sur l'article 8, § 1er, et, surtout, § 5, de cette loi.

Il a été élaboré principalement sur la base de suggestions et de demandes formulées par des maîtres de fichier et de l'avis n<sup>o</sup> 08/93 émis le 6 août 1993 par la Commission de la protection de la vie privée. Il est, en partie, inspiré par des dispositions du droit hollandais (l'arrêté du 19 février 1993 « houdende regels inzake het opnemen in een persoonsregistratie van persoonsgegevens als

N. 95 — 475

[C — 9105]

Koninklijk besluit nr. 8 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, strekt ertoe het kader te bepalen waarin sommige verwerkingen van gegevens bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn toegestaan.

Artikel 8, § 1, van de wet van 8 december 1992 bepaalt immers het volgende : « De verwerking van persoonsgegevens is slechts geoorloofd voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden wanneer die betrekking hebben op : ... (hier volgt een opsomming van de 16 verschillende categorieën van gegevens) ».

Bepaalde verwerkingen van gegevens, die als « gerechtelijk of daarmee verwant » kunnen worden omschreven, zijn volkomen gewettigd, zelfs onontbeerlijk voor de maatschappij.

Naast de verwerking van gerechtelijke en daarmee verwante gegevens waarvan de doeleinden uitdrukkelijk bij wet zijn omschreven, lijkt het derhalve noodzakelijk een algemeen kader vast te stellen waarin andere verwerkingen van gegevens eveneens zijn toegestaan.

Zelfs indien een dergelijke verwerking is toegestaan, moet zij alle verplichtingen in acht nemen die haar zijn opgelegd, inzonderheid die omschreven in artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De beginselen betreffende het in acht nemen van wettelijke en nauwkeurig omschreven doelstellingen, alsook die inzake de aard van de verwerkte gegevens moeten inzonderheid dienen als richtlijn voor de houders van de bestanden waarin gerechtelijke en daarmee verwante gegevens worden verwerkt (zie advies nr. 12/93 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, § 5).

Het komt mij voor dat de interpretatie van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer betreffende de draagwijdte die aan de paragrafen 1, 2 en 5, van artikel 8 van de wet van 8 december 1992 moet worden gegeven (advies nr. 08/93, § 2 tot 4) correct is.

Wat het toestaan van bepaalde verwerkingen van gegevens betreft, is het U ter ondertekening voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit gegrond op artikel 8, § 1 en 5, van voornoemde wet.

Het ontwerp is hoofdzakelijk uitgewerkt op grond van voorstellen en verzoeken van de houders van bestanden, alsmede op grond van het door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 6 augustus 1993 uitgebrachte advies nr. 08/93. De bepalingen van het Nederlandse recht (het besluit dd. 19 februari 1993 houdende regels inzake het opnemen in een